

Total Guinée
Des chauffeurs réclament l'embauche

Page 9



Politique
Baidy devient secrétaire exécutif de l'UFR

Page 8

Dans la presse
Le Ministre Oyé Guilavogui chassé à Kindia

Page 9



Le populaire

le journal qui vous ressemble

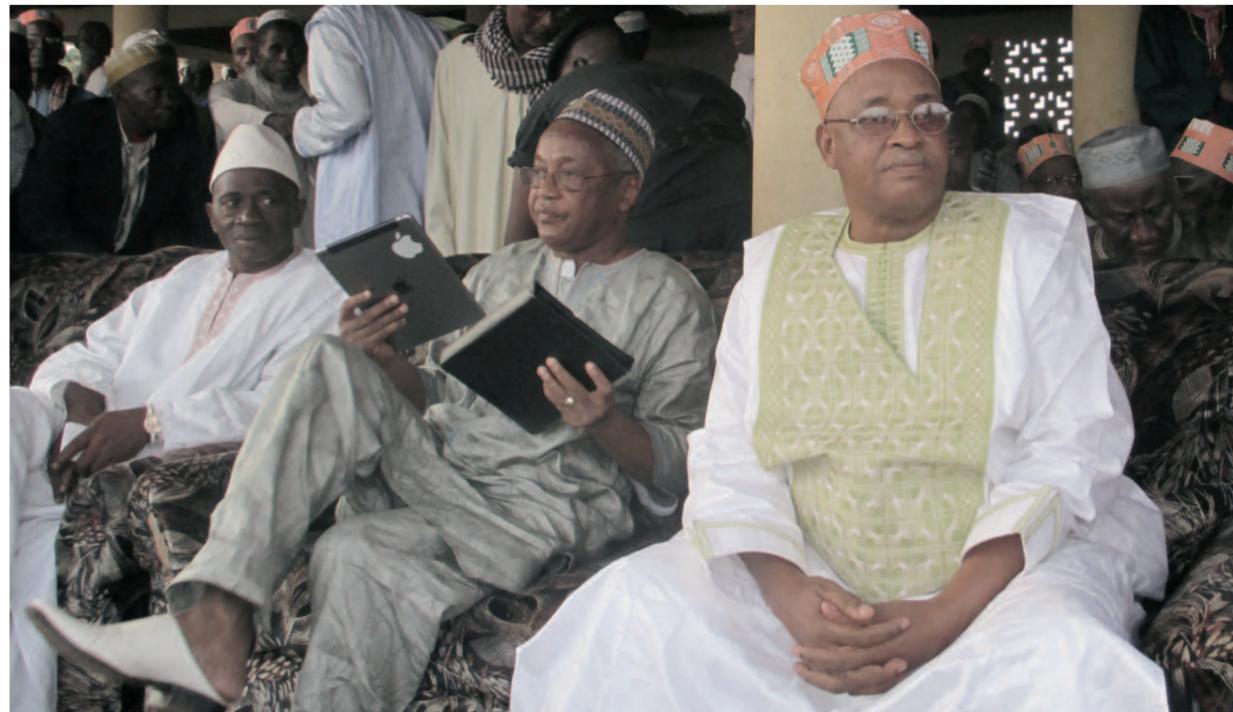
Hebdomadaire guinéen d'information générale • N°436 • 8 DÉCEMBRE 2014 • 3000 FG • Fondateur Diallo A. Abdoulaye Tél: (224) 655 404 294

Lecture
avec agimuts

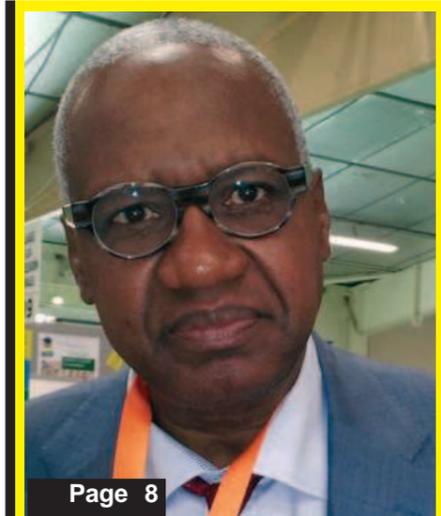
Une rubrique mensuelle de Marie Paule Huet
 Directrice littéraire des éditions Gannal
 Tél: (+224) 655 432 943
 Courriel: mariepaulehuet@gmail.com

A Lélouma, un ministre bavard irrite la foule contre les membres de la délégation gouvernementale

Hués comme des voleurs de bétail



EXCLUSIF **En Guinée, l'année électorale 2015 inquiète les Américains**



Page 8

Les magistrats menacent de ne pas travailler

Vont-ils oser faire ça ce lundi ?



Page 5

Office guinéen des chargeurs

À quoi sert la société ATPMS ?



AFRIQUE, terre d'échange

- + Des tarifs privilégiés, pour vous aider à développer vos échanges avec les autres pays africains.
- + Des solutions de livraison dans les délais les plus courts en une version économique, si vous êtes moins pressés.
- + Vous importez et exportez au même coût, hors droits, taxes et frais d'importation.
- + Vous expédiez votre fret sans limites de poids, de volume ou dimension.
- + Plus de 200 pays desservis dans le monde.

TNT LIVRE EN EXPRESS VOS COLIS ET DOCUMENTS SUR TOUTE L'AFRIQUE !

TNT Express - immeuble Kassa - Cité chemin de fer - Guinée Conakry - Tél.: +224 628 68 47 80

TNT, en partenariat avec AMA Guinée, est au cœur du développement de l'économie et des entreprises guinéennes.



Confidences PUBLIQUES

Fonction publique: 10 278 agents à recruter en 2015!

Décidément, l'année 2015 est celle de tous les possibles en Guinée! Pendant que les tink-tank américains alertent sur un danger imminent qui guette le pays, nous apprenons de la bouche du ministre en charge de l'Emploi qu'une campagne de recrutement de 10 278 agents à la fonction publique, ainsi que de création de nouveaux services modernes sera lancée dans les jours à venir.

Conservateurs de la nature, un nouveau chef est arrivé!

Alors que la présence des fameux Conservateurs de la nature (assimilés à des gardes forestiers) crée des tensions et attise la colère du paysan au Fouta-Djalon, vendredi passé, un décret présidentiel a fait nommer le Colonel Namory Keita, directeur général du corps paramilitaire des Conservateurs de la nature, avec pour adjoint le colonel Aboubacar Oularé.



OGP vs sociétés de téléphonie: L'opération coup de poing tourne au fiasco

L'Office guinéen de publicité (OGP) s'est planté. Son opération coup de poing lancée mardi 2 décembre 2014 contre «les sociétés de téléphonies mobiles récalcitrantes qui refusent de payer les taxes et les redevances de marketing mobile» a tourné au fiasco. Et pourrait se voir trimer en justice pour avoir engagé ses agents démonteurs de panneaux et enseignes publicitaires (photo ci-dessus).

A la veille de l'année électorale, Alpha Condé habille les femmes Baga de Nongo

C'est un total de 500 pièces de tissus féminins que la présidence a fait remettre au Mouvement Bamba Dougui des Bagas-Guinée de Nongo. Ça s'est passé au stade Nongo Unité à Conakry ce jeudi 4 décembre 2014 entre des émissaires parlant au nom du président Alpha Condé et des femmes Baga réunies en nombre et officiant au nom d'une association des femmes de cette communauté de la Guinée Maritime.

Dione devient ambassadeur de Guinée au Maroc!

Depuis vendredi soir, le directeur du protocole d'Etat à la présidence de la République, Aboubacar Dione est le nouvel ambassadeur de Guinée au Maroc nommé par le président Alpha Condé. Le décret de son remplaçant à la présidence est sur la table de signature.

Mme Touré Fatou Baldé, ambassadrice en Allemagne

Mme Touré Fatoumata Baldé, jusque-là ministre conseillère à la Présidence, est la nouvelle ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire de Guinée auprès de la République Fédérale d'Allemagne.

Gestion urbaine à Conakry Et si le porte-parole gouvernemental avait raison ?

Il y a tout juste un an le porte-parole du Gouvernement avertissait : « *il faut que les quartiers soient clairement lotis* » de quoi éclairer l'administration publique sur l'insécurité généralisée et débarrasser la capitale guinéenne de ses sombres ghettos.

Dans une interview accordée en décembre 2013 à une rédaction, ce ministre habituellement lucide, avait servi aux lecteurs de la presse, des informations capitales qui semblaient traduire une stratégie nouvelle de gestion urbaine.

Relisez plutôt : « *C'est vrai qu'il y a un réel problème de maintien d'ordre que très souvent, la présence unique des forces de l'ordre exacerbe les tensions au niveau des jeunes. Des jeunes qui sont parfois chauffés à blanc par différents discours d'où qu'ils viennent. C'est un véritable défi auquel nous sommes confrontés. Il faut que les quartiers soient clairement lotis. Ça serait déjà un grand pas en avant, qu'on puisse clairement circuler et que l'identification des biens et des personnes soit plus facile. Il y a énormément de défis dans ces quartiers en termes d'administration du territoire. C'est vrai qu'il est de la responsabilité de l'Etat de les relever.* ». Cet extrait de l'interview reprenait à quelques nuances près, une idée chère au ministre en charge de l'Administration du Territoire concernant les mouvements sociaux dans les quartiers de Conakry. Sauf que le ministre-porte-parole n'avait pas indiqué le nombre de quartiers concernés ni menacé d'y mettre un terme définitif à toute forme d'agitation sociale. En tout cas la pensée gouvernementale en matière d'administration du territoire était largement confirmée. Celle-ci gardait radicalement sa logique implacable : stigmatiser, diviser et exclure au lieu d'apporter des réponses aux besoins urgents de cohabitation et de bien-être dans la Capitale.

Ce souci gouvernemental de « *clairement circuler* » et de faciliter « *l'identification des biens et des personnes* » soulevait alors quelques questions émergentes: quels biens particuliers et quelles personnes spéciales devraient être distingués par ce regard spécialement et « *clairement* » circuler ? Quels quartiers privilégiés devraient prioritairement bénéficier de cette initiative, spontanément exprimée, de restructuration



Lamarana Diallo
Démographe
lmdiallofb2001@yahoo.fr

urbaine? Est-ce le début de mise en œuvre d'une certaine politique nationale de développement urbain après tant d'années de gestion sauvage de l'urbanisme en Guinée ?

Ces questions n'épuiseraient malheureusement pas l'étendue des intentions alors divulguées à travers cet amalgame de projets socio-administratifs lourds d'allusions. Il y avait cependant une allusion forte qui éclairait le citoyen moyen. **L'allusion aux « jeunes chauffés à blanc par différents discours » et chez qui la présence des forces de l'ordre « exacerbe des tensions », semblait donner une orientation géopolitique sur les zones visées même si les coordonnées de localisation géographique ont été gardées floues pour ne pas désigner un certain « Axe du mal ».**

Et ce n'est pas le moins curieux que ce discours ministériel insistait tant sur la nécessité de lotir « ces quartiers » distinctement qu'ailleurs en Guinée. Ici, « il faut que les quartiers soient clairement lotis ». Le porte-parole ne pouvait être plus clair sur le caractère spécifique de ce lotissement exceptionnel. D'habitude on lotit une ville pour faciliter l'accès aux services sociaux de base dont des logements décentes, de l'eau, de l'électricité, des équipements marchands, des services de santé et d'éducation, des commodités de loisirs... Dans cette prémonition ministérielle, on voulait que les biens et personnes soient bien « identifiés » et qu'entre les quartiers où ils sont localisés, un personnage mythique dénommé « on » puisse clairement circuler ! A la libre circulation des biens et des personnes, on semblait substituer la notion de circulation « claire » dans des quartiers clairement lotis. La déclaration ministérielle rapportée ci-dessus pourrait avoir contribué au maintien de son auteur, dans l'équipe gouvernementale alors sortante. Quoi qu'il en soit, elle avait l'air d'une « déclaration de candidature » qui cadre parfaitement avec une certaine politique de lutte contre les « ghettos de Conakry ». Même s'il n'était pas dans son

domaine, ce ministre était dans son rôle. Ceux dont c'était les domaines, s'étaient prudemment tu en attendant l'impératif d'agir dans tous les sens au lieu dit.

On était allé trop vite en besogne en croyant que ce projet urbain ne serait pas vite exécuté à cause des lenteurs habituelles en Guinée. Aujourd'hui les choses sont « claires ». Plus que les noms de quartiers à lotir, les concessions entre lesquelles « on ne circulerait pas clairement » commencent à être marquées au « ROUGE ». Les propriétaires ont sonné l'alerte rouge par une lettre claire et nette adressée au Ministre de la Ville et de l'Aménagement du Territoire. Et ce n'est pas le moins étonnant que le Collectif, auteur de la missive, comprenne 17 Diallo, 7 Bah, 3 Dem, 2 Barry, 2 Sow et un (1) Doumbouya. Cherchez vous-mêmes le nombre infini des communautés auxquelles appartiendraient ces concessionnaires agressés dans leur droit à la ville. Ce n'est pas tant la curieuse configuration patronymique qui suscite des questions ; c'est plutôt sa coïncidence géopolitique avec une fameuse affaire de zone privée de transport public à Conakry. Est-ce plutôt un début de mise en œuvre de la facette urbaine d'une certaine politique ethnocide après le « manden djallon » et les exclusions administratives qui font le quotidien des cadres dans nombre de départements ministériels ?

A ce stade des interrogations, on se rappellera cette bourde ministérielle que l'on nomme pudiquement « **Affaire Kaporo-rails** » à laquelle la Guinée doit un de ses contentieux historiques. Un pauvre enseignant y avait perdu sa maison patiemment construite grâce à un revenu honnêtement gagné au prix d'un dur labeur de quinze ans ! Il serait aujourd'hui un pauvre locataire dans une banlieue de Conakry sans trop d'espoir de redevenir propriétaire. Son épouse a dû maintenant se résigner à sécher ses larmes de couple si brutalement tiré du bonheur d'être chez soi à Conakry! Bien de familles modestes ne se sont toujours pas remises, des conséquences de cette erreur intellectuelle alors que les services de l'urbanisme et de l'habitat avaient accompagné leur implantation dans cette zone.

Il est autant important de rappeler qu'un certain ministre historiquement « Casse-Casse » avait réalisé des rues transversales et procédé à des indemnisations justes à un moment donné de l'évolution de la ville-capitale. Il venait de constater, à la fin d'une tournée à l'intérieur du pays, que les « assiettes urbaines de la Guinée sont toutes sauvages et qu'il fallait y remédier d'urgence ». Paroles de spécialiste et de visionnaire sur fond d'intention porteuse d'avenir. Puis des actions

d'intérêt public finalement saluées par les plus téméraires défenseurs de Conakry comme capitale aux lotissements éternellement approximatifs. Même ceux qui avaient fait perdre son poste à un Directeur de cabinet qui a eu la « maladresse » de proposer que le chef-lieu de la Guinée moderne soit transféré, par consensus national, au centre du pays furent d'accord. Tous les guinéens avaient finalement applaudi ce ministre remuant. Son intervention stratégique avait d'abord heurté puis réjoui comme toutes les innovations.

Entre ce ministre négociateur et les riverains des zones déguerpies s'instaura une parenté à plaisanterie comme on en a toujours besoin dans ce pays où nombre d'intentions de gouvernance ont eu jusqu'ici, des répercussions néfastes avec de nombreux déshérités. Aujourd'hui, les habitants de cette ville doivent à cet homme, la possibilité de se mouvoir même si les continuateurs ont été incapables de continuité remarquable. Ce fut une action historique ; une sorte de rebondissement intellectuel dont la Guinée a terriblement « fait ».

On parlera très longtemps de cette réussite stratégique surtout à ce moment où les quartiers non « clairement lotis » sont rendus responsables de l'insécurité endémique qui a valu au pays la perte de tant de « *gamin (s) de 15 ans* » qui se font tuer « *dans une circonstance comme celle-là* » et l'assassinat de nombreux citoyens plus âgés, arrachés au quotidien à l'affection de leurs familles et du peuple de Guinée. On peut noter que quelques quartiers de la capitale et des villes ciblées de l'hinterland sont les plus directement et le plus souvent frappés par ces deuils à répétition. Dans une ambiance d'indifférence gouvernementale qu'illustre l'absence quasi-totale d'enquête sur un fond d'impunité visiblement entretenue. Ces concessions, quartiers et bourgades coïncident-ils à ceux auxquels avait pensé monsieur le ministre ? Est-on déjà au début du commencement dans le cas de ces 32 propriétés en voie de violation ? Il y a une autre nécessité de clarification urgente.

Il est à espérer que les intentions exprimées en 2013 et maintenant en application ne sont pas montées pour répéter tant de spontanités démagogiques en matière d'action gouvernementale comme celle historiquement connue sous le nom de l'Affaire Kaporo-Rails. L'histoire ne manquerait pas encore une fois, de montrer du doigt l'intelligentsia guinéenne. Ce qui alourdirait le sac déjà trop plein de frustrations que le peuple de Guinée doit fondamentalement à sa composante intellectuelle.

Sale temps pour ministre bavard et ses collègues à Lélouma Tous hués comme des voleurs de bétail



Le gouverneur Sadou Keita et les ministres Téliwel Diallo et Thierno Ousmane Diallo à Lélouma.

Après plusieurs reports, une mission ministérielle conduite par le chef du département en charge de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, **Baïlo Téliwel Diallo** et comprenant le volubile ministre de l'Elevage et des productions animales, **Thierno Ousmane Diallo**, a passé un mauvais quart d'heure vendredi 5 décembre 2014 à Lélouma.

Officiellement, cette délégation gouvernementale cherchait à comprendre les causes de la crise qui oppose depuis plusieurs mois le **préfet Samba Héri Camara** à ses administrés qui exigent depuis des mois son remplacement par un autre. En termes clairs, Lélouma ne veut plus du préfet autrement appelé **l'enfant prodige de Diâla 2** (une localité de la commune urbaine de Lélouma dont il est originaire). Attendue depuis 10h du matin par une foule composée de jeunes et de personnes âgées, cette délégation arrive à Lélouma-centre, tenez-vous bien, à 17h 40 ! Selon un membre de la délégation, les ministres ont choisi de faire un détour à Sagalé afin d'accomplir leur devoir religieux en ce jour de vendredi avec le Calife. Mais, le bon Dieu en a décidé autrement. Le cortège ministériel conduit par le gouverneur de la région de Labé, **Sadou Keita** emprunte une route moins pratiquée à cause de son mauvais état. En plus, la délégation se trompe de chemin, en pleine brousse avant de se retrouver. Ce retard accusé par les officiels n'entame pas la détermination de la cohorte du mouvement social réclamant le départ de Samba Héri Camara qui attend à la **place des martyrs** et au **stade préfectoral**.

La délégation échange avec les autorités locales au siège de la Mairie. A 18h40, elle se résout finalement à aller à la rencontre

du mouvement social. Le cortège ministériel fait son entrée dans le stade remonté à bloc.

14 représentants des collectivités rurales et urbaines se succèdent au micro. Chaque orateur réitère la demande au gouvernement du Pr Alpha Condé de «faire remplacer Samba Héri Camara», passé du statut d'enseignant adulé par la jeunesse à celui de préfet détesté et honni par ses citoyens. Du haut de la tribune, chaque représentant accuse nommément le préfet d'être à la base de la division au sein des communautés et de l'émiettement du tissu social à Lélouma.

Quand un émissaire-bavard attise le feu !

Dans ce décor hostile, un émissaire s'empare du micro. Il parle, parle et encore. La foule l'écoute religieusement en guise de respect à la foutanienne.

Lui, le ministre de l'élevage, **Thierno Ousmane Diallo** déclare prendre acte de toutes les accusations formulées à l'encontre du préfet fauteur de trouble. Et que sa délégation est présente à Lélouma pour écouter et aller rendre compte à qui de droit. Mais, laisse-t-il entendre, les membres de la délégation vont devoir passer la nuit pour creuser en profondeur, parce qu'ils ont des questions à poser aux représentants du mouvement social afin de mieux appréhender le

fond du problème et savoir bien situer la vérité. Il allonge le discours. Il parle, il parle. Il se répète. La foule prête attention. Il entre dans des commentaires creux. Comme sur un terrain conquis, il aligne les répétitions oiseuses. Le ministre bavard martèle que sa délégation veut faire une mission de travail sérieuse débarrassée de toute erreur d'appréciation, parce que le chef de l'Etat lui a fait confiance en l'envoyant vers les habitants de Lélouma. Et patatras !

Les bla-bla du ministre mettent l'huile sur le feu allumé par les errements de Samba Héri Camara devenu préfet indésirable alors que le décret le nommant avait été hautement salué par la jeunesse locale. Ainsi que les ressortissants de Lélouma vivant à l'étranger. Le ministre parle. Il aligne. Les propos prétentieux du ministre en charge de l'Elevage dans le gouvernement dit de mission (mais oublié de faire son bilan trimestriel depuis janvier 2014 !), provoquent l'ire du public. Le ministre persiste. La foule chuchote. Il parle. La foule riposte. Elle lui dit stop. Il reparle. La foule bruit. Elle se fâche et lance des slogans hostiles. Le ministre devient comme un guignol décoiffé. Son boubou blanc alourdit le corps tel un coq mouillé, le bec cloué. Il ne pipe plus mot. Il rentre dans ses petits souliers. La foule se déchaîne. Tout le stade se lève comme un seul

homme. Il est hué. Bouche bée dans la tribune officielle.

Le ministre devient la poisse, l'Ebola du moment. Quand il apparaît, ses voisins arrangent leur bonnet et leur babouche de vendredi et, s'éloignent sur la pointe des pieds. Certains d'entre eux se lassent de modestie. Lui font face en se tenant le nez. Ah, moné! (Quel outrage!), on entend des soupirs. Mauvais quart d'heure pour ministre pyromane s'improvisant porte-voix d'une délégation venue pourtant éteindre le feu. La foule charge à nouveau.

Les rabanas marmorés en liturgie arabe s'entrecoupent de faabélan, au secours, en poular ! Le ministre Téliwel Diallo, par ordre de préséance, est le vrai chef de la délégation qui devait prendre la parole en lieu et place du volubile ministre de l'Elevage. Il ne peut limiter les dégâts.

Téliwel Diallo s'embarque à bord de son véhicule de commandement et file à l'anglaise. Les autres happy few et leurs courtisans décampent aussi à la sauvette.

Toutes les grosses cylindrées démarrent en trombe. Happy-end. La foule crie victoire !

A l'image de véritables malpropres voleurs de bétail dans une cité de victimes, voilà comment les membres de la délégation se sont fait prendre à partie à cause des propos irrévérencieux du ministre de l'Elevage.

Diallo Alpha Abdoulaye

Samedi «de niet» à Lélouma

Feignant semblant de faire comme si tout allait bien pour le meilleur des mondes et que la délégation s'entend bien avec ses hôtes, le ministre pyromane et ses collègues ont réapparu dans la cité de Lélouma samedi. Malheur pour eux, le revers de vendredi soir s'est corsé samedi midi à la réunion des responsables du mouvement citoyen pour le départ de Samba Héri Camara. Les pourparlers avec les notables dans la concession du regretté Elhadj Mamadou Diallo, ex-secrétaire préfectoral de la Ligue islamique, ont échoué dans l'après-midi. Idem à la Mairie où le ministre Baïlo Téliwel Diallo, professant en faveur du retour du préfet en exil forcé à Labé, a été prié d'abandonner la salle de négociation vers 16h.

Ils ont dit



Fodé Mohamed Soumah, Président du parti la Génération citoyenne (GécCi): «Notre pays s'éloigne de plus en plus des standards en matière de durée entre les différentes élections. On n'est pas sorti de l'auberge. (...) Cellou est mon ami et le restera car nos relations sont gravées dans le marbre. Je ne connaissais pas l'homme que j'ai rencontré pour la première fois de ma vie suite au choix de la GécCi de l'accompagner au second tour (de la présidentielle de 2010). Et ceci sans condition, si ce n'était la certitude de participer à la gouvernance et montrer aux Guinéens de quoi la GécCi est capable.»



Cellou Dalein Diallo, en conférence de presse le mercredi 3 décembre 2014 à Dakar: «Je tiens à préciser que si M. Alpha Condé considère le virus Ebola comme une aubaine devant lui permettre de repousser les calendriers électoraux. Il se trompe lourdement. Si les délais constitutionnels ne sont pas respectés, Alpha Condé perd du coup sa légalité et sa légitimité. Dès lors, les Guinéens feront constater la vacance du pouvoir afin qu'une transition soit engagée.»



Dr Koutoub M. Sanoh, ministre de la Coopération Internationale et de l'Intégration, sur la colère de Banjul contre Conakry à Guineenews.org: «Effectivement le président Elhadj Yahya Jammeh est le premier président africain à avoir offert à la Guinée la somme de cinq cent mille dollars. C'est vrai et il reste normal que la Guinée y réagisse officiellement par voie diplomatique comme elle l'a d'ailleurs toujours fait. Mais, je pense que ce n'est pas assez grave. Car, le président Elhadj Yahya Jammeh que je connais très personnellement, est notre beau. Donc, il ne faut qu'il se fâche sinon nous lui enlèverons notre fille. De toutes les façons, on lui donne entièrement raison avec toutes nos excuses à l'appui. Le gouvernement ne va pas donc tarder à rectifier le tir. Il faut, sans flagornerie, rappeler que la Guinée et la Gambie sont des pays frères et rien ne saurait remettre en cause cette fraternité.»

Vite dit...

Le Japon offre 92 milliards de FG pour réparer la conduite d'eau de Kisso

Le gouvernement japonais a accordé une subvention de 1 milliard 319 millions de yens soit environ 92 milliards de FG à notre pays pour la réparation de la conduite d'eau d'Enta-Sangoyah.

La signature du projet a eu lieu ce lundi 1^{er} décembre 2014, au ministère de la Coopération à Conakry.

Ce montant vient s'ajouter au don hors projet de 600 millions de yens signé le 24 juillet 2014. Il permettra notamment de remplacer la conduite d'eau (DN1100mm) en fibre de verre où des défaillances sont actuellement notées par la fonte ductile entre Sangoyah-Enta sur une distance de 3,5 km. Selon l'ambassadeur du Japon **SE Naotsugu Nakano**, « ces aménagements de base des conditions de vie des habitants sont en effet, un des soubassements qui conditionnent le développement d'un pays ». « L'accès à l'eau en fait partie au premier rang, puisqu'il ne saurait y avoir de vie décente sans eau potable et de qualité », poursuit le diplomate.

Cette subvention dénote des interventions du gouvernement japonais dans les secteurs prioritaires en Guinée tels que l'éducation, la santé, l'hydraulique rurale et urbaine, l'agriculture et la pêche. Et constitue un appui aux efforts du gouvernement dans la mise en œuvre de « sa stratégie de réduction de la pauvreté et la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) », affirme, pour sa part, le ministre en charge de la Coopération, Moustapha Koutoubou Sano.



UE-Guinée: Le 11^{ème} FED signé

Après le déblocage intégral du 10^{ème} Fonds européen de Développement (FED) fin 2013, l'Union européenne a signé le 11^{ème} FED avec la Guinée samedi 6 décembre à Conakry. La cérémonie de signature a été officieusement par le ministre **Mohamed Diaré** en charge de l'Économie et des finances et, **Neven Mimica**, commissaire européen pour la Coopération internationale et le développement (sur la photo). Il s'agit d'un fonds de 244 millions d'euros destiné à la Consolidation de l'État de droit, la promotion d'une administration efficace au service des citoyens et du développement pour 92 millions d'euros, à l'assainissement urbain: 84 millions d'euros, à la santé: 40 millions d'euros, au transports routiers 20 millions d'euros, et 8 millions d'euros pour l'appui à l'Ordonnateur national du FED et la facilité technique de coopération.

Abdoul Malick Diallo

Un grand observateur sonne l'alerte En Guinée, l'année électorale 2015 inquiète les Américains

Peter Pham Directeur du Centre de l'Afrique au sein de l'Atlantic Council, dans un article publié sur le site internet (The Hill) qui est l'une des destinations privilégiées des parlementaires américains et la maison blanche, alerte les décideurs américains et notamment la Maison Blanche sur le danger que court la Guinée à l'approche des différentes échéances électorales

Alors que Washington reste préoccupé par les résultats et les conséquences de sa propre élection de mi-mandat, les décideurs américains pourraient être excusés de ne pas avoir assez réfléchi récemment sur des scrutins qui se tiendront ailleurs. L'Afrique, que l'administration Obama a décrit dans les documents de stratégie comme étant « plus que jamais importante pour la sécurité et la prospérité » des États-Unis, sera le théâtre de près d'une douzaine d'élections nationales dans les 12 prochains mois, dont les résultats pourraient avoir des implications importantes sur la politique américaine et sur la communauté internationale dans son ensemble. Cela est encore plus vrai dans le cas de la Guinée.

La Guinée reçoit rarement beaucoup d'attention à Washington, sauf lorsqu'une crise éclate, comme récemment lorsque le pays est devenu l'épicentre de l'épidémie d'Ebola. Alors que la Guinée était un rempart de stabilité relative au moment où ses voisins incluant la Côte d'Ivoire souffraient de guerres civiles dans les années 1990 et au début des années 2000, elle ne sera peut-être pas aussi chanceuse dans sa marche vers des élections locales prévues dans les mois à venir et la prochaine élection présidentielle.

Récemment, les allégations ont indiqué publiquement que la victoire électorale du président **Alpha Condé** a été truquée avec la complicité des services secrets sud-africains. Cela survient dans un contexte où des propriétaires actuels du projet de **Simandou** – un grand projet de minerai de fer – revendiquent que leurs droits de propriété ont été expropriés pour récompenser des alliés politiquement connectés.

Au moment où la Guinée se prépare pour les élections locales ainsi que la présidentielle de l'année prochaine, la situation risque de devenir instable précisément à cause du manque de progrès social et économique du pays qui est directement liée à ses politiques dysfonctionnelles.

Au moment de l'indépendance en 1958, le premier président



Peter Pham, directeur du Centre de l'Afrique au sein de l'Atlantic Council

du pays, **Ahmed Sékou Touré**, a rompu ses relations avec la France et s'est aligné avec l'Union soviétique, en poursuivant un programme marxiste révolutionnaire qui a détruit l'économie tout en réprimant brutalement toute opposition.

Pendant le règne du dictateur, des dizaines de milliers de personnes ont disparu dans le goulag africain du régime, y compris l'archevêque catholique de Conakry (la capitale), **Raymond-Marie Tchdimbo**, qui a passé près d'une décennie dans le tristement célèbre camp de concentration Boiro. Après la mort de **Sékou Touré** en 1984 – ironiquement, tout en recevant un traitement pour une maladie cardiaque à la clinique privée de Cleveland –, **Lansana Conté**, a pris le pouvoir au cours d'un coup d'État militaire. Conté a abandonné l'expérience socialiste de son prédécesseur, et au fil du temps, a ouvert à contrecœur l'espace politique dans le pays. Son propre quart de siècle de règne au pouvoir (il est mort en 2008) n'a apporté que peu de soulagement à l'extrême pauvreté qui était le lot de la grande majorité des Guinéens. Des élections ont finalement eu lieu en 2010, qui ont porté le président actuel, **Alpha Condé**, au pouvoir. Les élections, entachées par des retards, les divisions ethniques et diverses controverses, ont été acceptées par une communauté internationale lasse.

Condé, le vainqueur au second tour, avait remporté seulement 18 pour cent des voix au premier tour, par rapport à 44 pour cent pour **Cellou Dalein Diallo**, un ancien premier ministre qui est issu du plus grand groupe ethnique de la Guinée et qui avait un pacte électoral avec le troisième, un membre du troisième plus grand groupe ethnique.

Un « outsider » politique, Condé est arrivé au pouvoir avec peu d'expérience. Il a vécu la plupart de son temps en dehors de la Guinée, principalement à Paris, où il a donné des conférences universitaires sur des sujets comme « africain engagé » (le titre d'un de ses livres) et « le néo-colonialisme américain » (le sous-titre d'une autre de ses œuvres). Alors qu'il a parlé de « une nouvelle ère » dans la po-

litique guinéenne, la composition de son cabinet comprend plusieurs personnalités controversées d'anciennes juntes.

Peu de temps après son élection, Condé s'est tourné vers le financier milliardaire **George Soros** pour l'aider à réécrire les lois minières du pays, mais cela a conduit à un cercle vicieux de retards dans l'exploitation des ressources naturelles extraordinaires du pays – entre autres choses. La Guinée détient deux tiers des plus grandes réserves mondiales de bauxite et d'énormes quantités d'or, de diamants, de minerai de fer, de graphite, de manganèse et d'autres ressources minérales qui font que la Guinée est potentiellement l'un des pays les plus riches en Afrique – pour relancer son développement et créer des projets prêts à démarrer afin de créer des emplois et stimuler la croissance économique.

La situation depuis l'élection de Condé n'a pas inspiré confiance. Des membres d'anciennes juntes ont été accueillis. Les élections législatives, qui devaient se tenir dans les six mois de l'inauguration en Décembre 2010, ont été reportées à plusieurs reprises. Et maintenant Condé est confronté à une poursuite de plusieurs millions de dollars devant un tribunal fédéral américain qui cherche à exécuter une décision de la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage, la plus haute juridiction sur le droit commercial d'un organisme régional de l'Afrique composée de 16 membres dont la Guinée est membre. Selon la poursuite le régime a illégalement annulé un contrat de gestion du port avec la compagnie de fret français **Getma international**.

Pour être juste, Condé a hérité d'une situation macro-économique lamentable. Tant la fonction publique et les militaires ont reçu des augmentations salariales multiples – les déficits budgétaires résultants ont été financés en grande partie par la banque centrale ayant pour effet d'augmenter la masse monétaire, complétant ainsi le cercle vicieux.

Après un si long malaise, la Guinée a désespérément besoin d'investissements importants et une croissance éco-

nomique soutenue. Tout cela prépare la scène pour 2015, lorsque le président Condé devra briguer un second et son dernier mandat. Non seulement il devra faire face à des adversaires déterminés et bien organisés pour un match retour de l'élection précédente qui était serrée, mais il le fera avec de moins bons résultats économiques – ni en termes de croissance globale du produit intérieur brut, ni en termes de réduction de la pauvreté (indices de la pauvreté urbaine et rurale ont en fait augmenté pendant le mandat du président, selon le rapport de son propre ministère des finances qui a été transmis au Fonds monétaire international) – que les dictateurs qui l'ont précédé, l'exposant à une réelle possibilité de la défaite malgré les avantages de la titularisation. Ainsi la bataille sera âprement disputée et, si le scrutin n'est pas juste ou si le gagnant ne parvient pas à tenir ses promesses de développement qui ont longtemps été différées, la situation sera de plus en plus désastreuse non seulement pour la Guinée, où les tensions ethniques sont déjà attisées, mais aussi pour une région dont les frontières ont récemment montré leurs extrêmes porosités au cours de propagation rapide du virus Ebola. (Les chercheurs considèrent que L'épidémie, il convient de rappeler, a commencé dans la préfecture de Guéckédou, dans le sud-est de la Guinée, il y a exactement un an.)

Considérant que Washington est récemment enclin à mettre la priorité sur l'amélioration des relations économiques et sécuritaires avec une Afrique de plus en plus importante sur le plan géopolitique, les décideurs doivent accorder plus d'attention à l'état de la primauté du droit et les perspectives d'élections démocratiques libres et équitables dans un état régional comme la Guinée qui constitue un pivot – ça ou se préparer pour les conséquences si l'une de ces conditions de gouvernance de base fait défaut

Peter Pham, Directeur du Centre de l'Afrique au sein de l'Atlantic Council

*Atlantic Council est un groupe de réflexion influent dans le domaine des affaires internationales. Fondé en 1961, le Conseil fournit un forum pour la politique internationale, les affaires et les leaders intellectuels. Il gère dix centres régionaux et des programmes fonctionnels liés à la sécurité internationale et la prospérité économique mondiale. Il a son siège à Washington. Le Vice-Président américain, Joe Biden a clôturé ce mois-ci le sommet de l'Atlantic Council. Cet article a été publié sur le site internet (the hill), l'une des destinations privilégiées des parlementaires américains et s'adresse en premier lieu aux décideurs américains notamment la Maison Blanche.

<http://lejour.info>

Office guinéen des chargeurs À quoi sert la société béninoise ATPMS ?

Une situation administrative confuse et absurde perdue au ministère des Transports entre l'Office guinéen des chargeurs, un établissement public à caractère administratif (EPA) de droit guinéen, et ATPMS, une société privée de droit béninois. La première travaille, la seconde empoche le magot.

Un décret du 19 décembre 2011 a instauré l'« International Cargo Tracking Note For ISPS Code » et autorisé la société privée béninoise ATPMS à exercer une activité de service public, à savoir le bordereau de suivi des cargaisons (BSC) déjà concédé à l'Office guinéen des chargeurs. Non seulement la société béninoise ne fait aucune prestation spéciale, mais elle touche à elle seule 40 pour cent des redevances perçues sur les cargaisons, contre 40 pour cent pour le Trésor public guinéen, 10 pour cent pour la Marine marchande et 10 pour cent pour l'Office guinéen des chargeurs.

À l'évidence, pour gagner de l'argent facile en Guinée, la société béninoise a trompé la vigilance du chef de l'État pour l'amener à lui concéder un service qui n'a aucun sens. Dans le projet de décret qu'ATPMS a introduit en 2011, la supercherie vient de la liaison fallacieuse qu'elle a réussi à faire entre sa soi-disant activité (en fait, le service BSC déjà exercé par l'Office guinéen des chargeurs) et le code ISPS, qui est un code de conformité à des normes de sûreté internationale déjà parfaitement remplies par les ports de Conakry et de Kamsar ainsi que par les navires qui y accostent. Ces deux ports n'ont aucun souci par rapport au code ISPS, leur travail est internationalement certifié ISO. En tout état de cause, ce n'est pas l'activité de la société béninoise ATPMS qui les rend conformes aux normes de sûreté internationale.

D'ailleurs, dans un aucun pays au monde, ni même au Bénin, l'« International Cargo Tracking Note For ISPS Code » n'est pratiqué. Cette escroquerie a été inventée par la société béninoise, qui se moque de l'intelligence des Guinéens. Aucune société ne peut, en effet, donner une certification de sûreté à un port ou à un navire au plan international si elle n'est d'abord reconnue par l'Organisation maritime internationale (OMI). Or, non seulement l'OMI ne reconnaît pas l'existence d'ATPMS, mais elle condamne le fait que cette société utilise le code ISPS dans ses activités à caractère commercial.

En clair, il faut retenir trois choses. Primo, l'activité appelée « Cargo Tracking Note » de la société béninoise est la traduction anglaise du Bordereau de Suivi des Cargaisons déjà concédé à l'Office guinéen des chargeurs.

Secundo, cette société privée ne fournit aucune prestation publique en Guinée et perçoit pourtant des redevances énormes (à égalité avec le Trésor public guinéen et deux fois plus que l'OGC et la Marine marchande réunies). Tertio, elle trompe l'État guinéen et s'enrichit sur son dos en établissant une fausse relation entre sa prétendue activité et un code (ISPS) qu'elle n'est pas habilitée à utiliser. Pour ces trois raisons, il serait judicieux que le chef de l'État rapporte le décret instituant « l'International Cargo Tracking Note For ISPS Code », un machinboulette inutile, et permette à l'Office guinéen des chargeurs d'exercer pleinement sa mission d'établissement public à caractère administratif (EPA). La société privée béninoise ATPMS a ramassé trop d'argent en Guinée, il est temps qu'elle s'en aille !

Le bordereau de suivi des cargaisons est un instrument de l'OGC qui renseigne sur la valeur réelle de la marchandise, assure la traçabilité de la cargaison, contribue à la simplification des procédures et à la célérité des formalités douanières et administratives. Les frais liés à l'émission de ce bordereau permettent à l'Office guinéen des chargeurs d'informer, conseiller, encadrer, former et assister les importateurs, les exportateurs, les transitaires, les transporteurs routiers et les auxiliaires du transport maritime dans leur travail. Ces frais permettent de construire des entrepôts sous douanes pour soulager les importateurs des surestaries et de la congestion du port. Ils permettent également de construire en rase campagne des aires de repos pour les conducteurs de poids lourd. Le bordereau de suivi des cargaisons doit donc entièrement revenir à l'Office guinéen des chargeurs. C'est une question de bon sens, d'équité et de souveraineté nationale.

Genèse de l'Office guinéen des chargeurs

Le directeur général Sékou Camara est le principal géniteur de l'Office guinéen des chargeurs. Il a une capacité managériale avérée, il est le technicien incontournable de l'Office depuis le temps de l'ancien directeur général Cheick Mohammed Fofana. Il est aujourd'hui le seul à pouvoir faire le boulot dans cet établissement.

Sékou Camara a décroché deux diplômes dans les prestigieuses universités canadiennes UQAR (Université du Québec à Rimouski) et UQAM (Université du Québec à Montréal).

L'un en gestion des ressources maritimes et l'autre en gestion, organisation portuaire et administration publique pour gestionnaires, dont chacun équivaut à un diplôme bac+5 français.

Il a également un certificat en gestion et organisation portuaire de la faculté Saint Ignace d'Anvers (Belgique). En Guinée, il a d'abord été titulaire d'une maîtrise en biologie et ensuite d'un diplôme de l'Institut supérieur des sciences de l'éducation de Manéah.

Sékou Camara et un des rares Guinéens qui connaissent le fonctionnement d'un organisme de chargeurs, l'outil incontournable dans la facilitation des échanges commerciaux.

En 2006, l'Union des conseils des chargeurs africains (UCCA) demande à la Guinée de mettre en place son organisme des chargeurs, à l'instar des 16 autres pays de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale. Cheick Mohamed Fofana, à l'époque directeur général de



Jean Codo, le boss d'ATPMS

la Marine marchande, confie la tâche à Sékou Camara. Celui-ci propose alors le premier exposé des motifs devant permettre au gouvernement guinéen d'accéder à la requête de l'UCCA. Il fait le gros œuvre. Il élabore un projet de statuts et tous les documents qui doivent aboutir à la création de l'Office guinéen des chargeurs. À cet effet, il a dû faire ses propres recherches, faute de supports papier en la matière.

Le dossier évolue tant bien que mal jusqu'en 2008, année où

l'on fait figurer l'Office guinéen des chargeurs (OGC) dans les attributions du ministère des Transports.

Dans la précipitation, Cheick Mohamed Fofana est nommé directeur général de ce service avant même sa création effective par un acte juridique quelconque. De 2008 à 2010, l'homme se tourne les pouces. Le service ne fonctionne pas, l'OGC est comme un enfant reconnu par son père mais qui n'a toujours pas un certificat de naissance. Il faut encore Sékou Camara pour élaborer un projet de décret portant sa création. Le décret est publié en juillet 2010, l'Office guinéen des chargeurs prend corps.

En reconnaissance de son expertise et de ses efforts louables, ce jeune et brillant cadre est nommé directeur général adjoint par le ministre des Transports, le général Mathurin Bangoura. Cheick Mohamed Fofana est confirmé comme directeur général. Les deux hommes doivent maintenant diriger ensemble un service passé du virtuel au réel. Mais le chef, défavorisé par l'âge, se rabat constamment sur le jeune Sékou Camara qui domine son sujet et finit par devenir la cheville ouvrière du service. Dans ce genre de rapports, comme il est de coutume dans l'administration guinéenne, le chef prend facilement ombrage de son jeune adjoint et applique à l'Office la politique du diviser pour régner.

Les chefs de département, favorisés par le directeur général, taillent des croupières à Sékou Camara. Alors qu'ils sont ses subalternes, ils ont la préséance dans le bureau du chef. Le jeune directeur général adjoint endure rivalités et vexations. Il est confiné dans son cagibi, on lui refuse même l'accréditation de sa signature pour les comptes bancaires de l'Office.

Malgré l'hostilité ambiante, le chef de l'État, le Pr Alpha Condé, le nomme en juin 2014 directeur général de l'Office guinéen des chargeurs en reconnaissance de son mérite personnel. Cheick Mohamed Fofana est muté au ministère des Transports. À son nouveau poste, Sékou Camara se retrouve cependant entouré de collaborateurs directs qui brillent par leur impéritie et par leurs intrigues. En quelques mois, ils créent à l'Office un univers kafkaïen et réussissent à l'entortiller. On l'accuse de toutes sortes de maux et un audit est finalement ordonné. Pourtant, il est le technicien par excellence de l'établissement. Mais nul n'est prophète en son pays.

Grâce à ses compétences, il est parvenu à bâtir de solides relations professionnelles au plan régional et international. Il est tout le temps appelé par l'extérieur. Il manque à ses pairs dans leurs réguliers brainstormings, car il est consigné jusqu'à la fin de l'audit.

Parallèlement à ses fonctions de directeur général de l'Office guinéen des chargeurs, Sékou Camara enseigne la gestion et le management des ressources humaines dans plusieurs universités guinéennes.

Brèves



Labé : Une femme interpellée avec 32 sacs de viande interdite

La commerçante interpellée à Labé avec 32 sacs de viande de brousse venait de la frontière malienne. Selon la dame, elle a été achetée le sac sac à 20.000 FG pour le revendre à Nzérékoré à 50.000 FG.



Ebola: Des jeunes de Matoto empêchent la pose de la première pierre d'un centre de traitement

Plusieurs centaines de jeunes surexcités ont protesté jeudi 4 décembre contre la pose de la première pierre d'un centre de traitement d'Ebola dans leur quartier Yimbaya Bougie dans la commune de Matoto. "On ne veut pas d'Ebola ici". "Allez ailleurs". "Nous n'accepterons jamais Ebola dans notre stade". "Ce projet devrait être réalisé à Kaporails. Mais pourquoi ici maintenant ?" Ce sont là entre autres slogans lancés par les protestataires.

Le gouverneur de Conakry, Soriba Sorel Camara tente de calmer les ardeurs des manifestants. Il annonce l'annulation de la pose de la première pierre. Une réunion d'urgence est convoquée entre lui, le président de la délégation spéciale de Matoto, Mohamed Koumandian Keita, les responsables des quartiers et les manifestants. En vain.

Convies à cette cérémonie, les ambassadeurs Alexander Laskaris des Etats-Unis et Bertrand Cochery de France désapprouvent la démarche des autorités d'implanter le centre sur un espace qui abrite non seulement un terrain de football, mais également un des grands marchés de la commune.

"Nous venons d'inaugurer un centre de traitement à Macenta qui est censé être un des épicentres de la maladie. Si réellement l'information et la sensibilisation étaient passées, pourquoi ces populations vont-elles s'acharner contre un bien commun ?" s'est interrogé Bertrand Cochery.

Le Premier ministre Saïd Fofana qui devrait représenter le président ne s'y est pas rendu finalement.



Non seulement la société béninoise ne fait aucune prestation spéciale, mais elle touche à elle seule 40% des redevances perçues sur les cargaisons, contre 40% pour le Trésor public guinéen, 10% pour la Marine marchande et 10% pour l'Office guinéen des chargeurs.

FRANCOPHONIE Michaëlle Jean ou « la Francophonie des possibles »

Fille d'un opposant politique haïtien réfugié au Québec, la nouvelle secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) a connu l'exil, la privation avant de s'imposer dans son pays d'adoption en tant que journaliste vedette et femme politique de premier plan. C'est le président français François Hollande qui a attiré l'attention de ses pairs francophones sur les qualités de sa candidature, après avoir proposé le poste à Blaise Compaoré, qui l'avait refusé peu avant sa destitution. Avec Michaëlle Jean, c'est une figure aux antipodes de celle de l'ancien homme fort de Ouagadougou qui accède aux manettes de la Francophonie institutionnelle.

« Je mesure la tâche qui m'attend et je veillerai à prendre grand soin de l'héritage que nous lègue le président Diouf. J'entends répondre aux besoins et aux attentes des Etats et gouvernements membres de l'OIF tout en donnant une nouvelle impulsion à la Francophonie... » C'est avec



Michaëlle Jean.

ces mots que la Canadienne Michaëlle Jean a accueilli, le 30 novembre, l'annonce de sa nomination à la tête de la Francophonie. Poste prestigieux que la candidate d'Ottawa et de Montréal a remporté de haute lutte, bataillant ferme contre ses concurrents et plaidant pour une « francophonie moderne et tournée vers l'avenir ». La nouvelle élue, 57 ans, d'origine haïtienne, incarnera désormais la voix et le visage de la Francophonie.

Par Tirthankar Chanda (RFI)

Hommage à Nelson Mandela: Déclaration du secrétaire d'Etat américain John Kerry



John Kerry, secrétaire d'Etat américain.

Nelson Mandela nous a quittés il y a aujourd'hui un an, et nous saluons la fin d'une vie exceptionnelle en même temps qu'un héritage qui continue de nous motiver tous. Il serait extrêmement difficile de trouver quelqu'un qui a touché autant de personnes que Nelson Mandela à l'échelle internationale. Il a exercé un ascendant considérable sur mon épouse Teresa, alors jeune étudiante en Afrique du

Sud, et son exemple les a incités, elle et ses camarades de cours, à manifester sur le campus contre l'apartheid. Il a contribué à éveiller et à faire grandir chez ma fille Vanessa son intérêt pour l'Afrique et la santé mondiale. Son influence a été transcendante et profonde.

Teresa et moi-même avons eu l'honneur de passer les fêtes de Thanksgiving avec Mandela en 2007. Sa chaleur, son ouverture d'esprit et sa sérénité m'ont frappé. Je me suis demandé comment cet homme avait pu dire non à l'hostilité et su voir si clairement où résidait l'intérêt suprême de son pays. Mandela a laissé aux Sud-Africains – et au monde – un incroyable héritage de réconciliation, de liberté et d'égalité. Peuple d'Afrique du Sud, nous vous remercions d'avoir partagé Madiba avec le reste du monde. Nos pensées vous accompagnent alors que vous saluez la mémoire de ce grand homme qui espérait laisser le souvenir non d'un saint, mais d'un être humain, d'une personne bien réelle ayant eu à faire des choix difficiles – ce qui le rend d'autant plus honorable, pas moins.



La Fondation Binta Ann affronte les mutilations génitales et les mariages précoces

La Fondation Binta Ann pour Les enfants et les femmes (Fonbale) a procédé lundi 1er décembre (notre photo) au lancement d'un projet axé sur la communication et l'habilitation des communautés et secteurs intervenant dans le domaine de la prévention des mutilations génitales féminines et mariages précoces dans la commune de Ratoma. Ce projet intersectoriel qui s'étend sur un an, regroupe des cadres issus de la sécurité, de la justice, de l'éducation, de la santé et des religieux, avec pour objectif de réhabiliter et mobiliser ces différents acteurs pour lutter contre ces pratiques ancestrales.

« Nous sommes convaincus que les jeunes filles qui sont les femmes de demain, pièces maitresses de l'avenir de notre nation, méritent une attention particulière. Notre engagement ne s'inscrit pas dans une logique de victimisation, mais dans une approche de préservation des droits, de la dignité, de l'égalité et du respect de la personne humaine », a indiqué la présidente de la fondation, **Binta Ann** dans son discours introductif.

Le représentant le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) a émis son inquiétude quant à l'attitude à adopter par les acteurs professionnels et sociaux en vue de l'interdiction de ces pratiques coutumières et ancestrales. Tout de même, **M. Fassou Isidore Lamah** a

déclaré oser croire que ce projet aidera à renforcer davantage les capacités et connaissances afin que les uns et les autres puissent être des vecteurs de changement au sein de leurs communautés et entités administratives respectives.

Présente à la rencontre, **Mme Olive Sawyer**, au nom de l'ambassade des Etats-Unis, salué la participation des religieux à ce projet avant de leur intimer une entière implication dans le processus à travers la sensibilisation, l'éducation et la « franche » bénédiction.

Pour sa part, la directrice nationale adjointe de la promotion féminine et de l'enfance, du ministère de l'Action sociale, représentant la ministre de l'Action sociale, a mesuré toute la complexité du chantier que s'ouvre la Fonbale.

Le poids des pesanteurs socioculturelles n'est pas à minimiser dans cette lutte que décide de mener la Fondation Binta Ann sur le terrain. Et la

directrice nationale adjointe de la promotion féminine et de l'enfance en est persuadée.

C'est pourquoi **Mme Keita Batouly Kaba** a invité les responsables de la Fondation à serrer la ceinture. Car, dit-elle, « quand on entreprend une tâche, c'est déjà un début de réussite. Parce qu'en l'entreprenant, on le fait avec des objectifs qu'on s'assigne. Et nul n'entreprend une chose pour prétendre échouer dans la mise en œuvre de celle-ci », a-t-elle fat remarquer.

A noter que cette formation s'est tenue du lundi 1er au samedi 6 décembre, autour des thèmes dont entres la présentation de la situation des mutilations génitales féminines et enfance en Guinée, les mutilations génitales féminines et tradition, mutilations génitales féminines et santé et mutilations génitales féminines et droit de l'homme, facilités par d'éminents formateurs.

Mady Bangoura

Assemblée nationale guinéenne

Baldé Abdallah préside le Réseau des journalistes parlementaires

Il existe désormais un Réseau des journalistes parlementaires en Guinée.

Son Bureau exécutif a été installé le 15 novembre dernier en présence de députés, de membres du gouvernement et de partenaires au développement de la Guinée.

Le réseau est présidé par **Baldé Abdallah**, directeur de publication d'*Aminata.com*.

Baldé et ses collègues se donnent pour mission de relayer en temps réel les informations issues des activités de



Baldé Abdallah, président du Réseau des journalistes parlementaires guinéens.

l'Assemblée nationale pour ainsi contribuer au renforcement de la démocratie en Guinée. Ce qui leur permettra à coup sûr d'apporter leur pierre à l'édification d'une Guinée aspirant aussi bien à la paix, au développement socioéconomique qu'au renforcement de la cohésion sociale.

Avec pour devise « Indépendance, équité et honnêteté », le réseau compte se tailler une place de référence en Guinée et dans la sous-région.

CHERIF HAÏDARA FASHION

LA MODE

CONAKRY

Tel: (00224) 662 57 11 70
Tel: (00224) 631 57 66 66
Rep. de Guinée

Lecture

Tous azimuts

Une rubrique mensuelle
de Marie Paule Huet
Directrice littéraire des éditions Ganndal
Tél: (+224) 655 432 943
Courriel: mariepaulehuet@gmail.com



Montreuil 2014 : Un salon du livre de Jeunesse ouvert sur l'Afrique.

Cette année, le Salon du livre et de la presse jeunesse de Montreuil en Seine Saint Denis fête ses 30 ans. Un bel âge pour un salon du livre.

Ce salon accueillait 223 exposants. Une quinzaine d'éditeurs africains étaient regroupés sur le stand de l'association Afrilivres ou sur celui du diffuseur français L'Oiseau Indigo au sein d'un grand espace « le Marché du monde » où l'on pouvait découvrir des éditeurs du monde entier.

Pendant 6 journées au gré des rencontres, des dédicaces, des conférences, plus de 160 000 visiteurs étaient attendus. Le plus remarquable est probablement le public des enfants : de toutes origines, sociales, culturelles ou géographiques - Montreuil est considérée comme la deuxième ville malienne après Bamako. Les écoles travaillent toute l'année avec le Salon du livre.

La ville de Montreuil et le Conseil général de Seine Saint Denis (93) sont partenaires du salon et soutiennent son action auprès des jeunes en offrant des chèques livres aux élèves.

Les enseignants avaient préparé des jeux pour amener les élèves à découvrir les livres sur le stand Afrilivres. Le Mouton de Modibo de A. Péllel Diallo des éditions Ganndal a été mis à l'honneur. Et nous avons vu les enfants se presser devant les stands pour choisir des livres correspondant à leurs goûts et à leur budget.

Nous nous sommes intéressés particulièrement à Afrilivres et à l'Oiseau Indigo qui représentaient la littérature de jeunesse africaine.

Marie Michèle Razafintsalama, directrice des éditions Jeunes malgaches, a assumé la présidence d'Afrilivres pendant 4 ans et a préparé activement la participation de l'association à ce salon du livre.

Le salon a donné un tarif préférentiel à l'association « de façon à ce que la participation d'Afrilivres au salon soit pérenne ». Cette pérennisation s'inscrit dans la diversité culturelle que le salon désire développer. Pour Afrilivres, « il faut participer plusieurs années avant d'être vraiment repéré. Une participation ponctuelle n'apporte rien » (...) Les maisons d'édition pour la jeunesse sont les plus actives en Afrique. Il y a une bonne production annuelle dans ce secteur qu'il est important de rendre visible. Sur 17 éditeurs publiant en jeunesse, 7 sont diffusés en France par l'Alliance et 4 par l'Oiseau Indigo, les autres ont besoin, eux aussi, de visibilité. Ceux qui sont diffusés voient leur ventes augmenter d'année en année.

On constate qu'il y a un réel besoin de la diaspora africaine en France. Les bibliothèques constituent aussi des fonds de littérature africaine, ce sont des opportunités à saisir. Deux éditrices ont été chargées du stand : l'une qui avait l'expérience du salon, et l'autre qui était nouvelle pour qu'il y ait échange d'expérience entre les deux. Toutes les maisons ont envoyé leurs livres.

Fidèle Diomandé des éditions Valesse de Côte d'Ivoire, participait donc pour la première fois à un salon comme exposante en France et avait pris en charge

le stand d'Afrilivres. Elle est enthousiaste : « c'est super bien organisé. C'est un salon chaleureux. Les gens s'intéressent à notre production, ils sont curieux ». Elle poursuit en soulignant l'originalité de la production. « Parmi les livres présentés, il y a des titres en langues nationales qui intéressent beaucoup le public (...) des gens originaires du pays ou qui ont un conjoint qui pratique cette langue ou veut la découvrir », dit-elle.

C'est la première fois qu'elle voyait des enfants arriver avec des chèques-livres. Les chèques livres apprennent aux enfants à gérer : ils disposent de 8 euros, et ils sont obligés de faire des choix en fonction de leur budget. Ce n'est plus les parents qui choisissent, ce sont les enfants et c'est très enrichissant pour eux.

Les éditions Valesse datent de 2006. Une des stratégies de Valesse a été de faire proposer par les éditeurs ivoiriens au Ministère de l'éducation des romans correspondant aux thèmes étudiés dans les différentes classes. Le ministère choisit les titres et propose ainsi la lecture d'ouvrages récents aux élèves. Une façon indirecte mais efficace de soutenir l'édition jeunesse du pays. Ces livres parlent de thèmes importants comme la guerre, la démocratie, le SIDA. « On a de belles plumes découvertes grâce à notre concours Les Manuscrits d'or ». Fidèle découvre le salon, elle est ravie d'être sur le stand avec Béatrice Lalinin Gbado des éditions Ruisseaux d'Afrique. Celle-ci a une longue expérience du livre jeunesse qu'elle partage volontiers.

Béatrice Lalinin Gbado participe au salon depuis 10 ans. C'est une vitrine incontournable pour elle. Elle a fidélisé une clientèle qui ne manque pas de lui rendre visite chaque année en quête de nouveautés. Son catalogue compte plus de 150 titres jeunesse. Béatrice fait ressortir l'intérêt, la diversité et l'originalité de cette littérature. Le public est de plus en plus pressant et intéressé désireux de rencontrer et connaître l'autre. Elle met l'accent sur l'importance des échanges nord-sud et sud-nord. Elle vient « pour rencontrer les enfants africains, qui ont besoin de se ressourcer aux racines culturelles, mais aussi pour rencontrer tous les enfants qui veulent découvrir la culture de l'autre afin de contribuer à l'édification d'un monde plus universel. Un monde où on ne se craint plus, où on ne s'agresse plus parce qu'on ne se connaît pas. Il faut porter la diversité culturelle qu'il y a au cœur de nos sociétés et que les éditeurs d'Afrilivres laissent transparaître dans leurs publications et, en même temps, participer à cette rencontre interculturelle ». Elle trouve que chaque éditeur africain a sa spécificité. Selon les pays, la culture n'est pas présentée de la même façon : les grandes figures historiques au Mali chez Donnya ou Cauris-livres, la société et la vie quotidienne chez Ganndal, en Guinée, etc.

Pour Ruisseaux d'Afrique, « l'objectif est d'accompagner l'enfant dans son « nourrissement » de la maternelle à la fin du collège. Il faut que les enfants se retrouvent dans leur environnement culturel. Une fois nourris de leur sève

culturelle, il faut que ces enfants soient fiers d'eux et capables de rencontrer l'autre dans une relation d'égalité ». Elle regrette la perte de la mémoire véhiculée dans les soirées de contes et s'attache à la restituer dans ses livres. Avec Afrilivres, elle veut porter en avant la diversité de ces regards croisés dans le livre pour enfants.

Elle participe comme les éditions Ganndal à un autre réseau : l'Alliance internationale des éditeurs indépendants. Quand on lui demande si ça ne fait pas doublon, elle rétorque sans hésiter : « La spécificité d'Afrilivres c'est la distribution des ouvrages en Afrique ».

Dans l'Alliance Internationale des Editeurs indépendants, c'est un engagement identitaire. Garder son autonomie par rapport à sa décision éditoriale. « Faire remonter vers l'universel le capital créatif et culturel de chez moi » ensemble on travaille à produire des livres avant de vendre. Montage de projets qui permettent de réduire les coûts et de faire de l'édition équitable. Le même livre n'est pas vendu au même prix en Europe, au Maghreb et au sud du Sahara. Les éditeurs sont d'accord pour que l'éditeur du nord paye plus cher que l'éditeur du sud afin que tout le monde ait accès au livre à un prix abordable. La diffusion en France se fait donc par l'Alliance et une nouvelle structure l'Oiseau Indigo Diffusion.

Nous avons rencontré Isabelle Grémillet, directrice de l'OID. Elle nous explique son travail, en ces termes : « Nous existons depuis 5 ans. Notre but est de trouver un moyen pérenne de distribuer les éditeurs africains en Europe pour rééquilibrer la circulation des livres entre les mondes arabe et africain et l'Europe sachant que ces livres étaient presque absents des librairies françaises. Nous faisons un gros travail de promotion auprès du public et organisons un Festival (le Festival Indigo auquel a participé Cheick Oumar Kanté des éditions Ganndal en 2013). Nous représentons 31 maisons d'édition dont des éditeurs du Mali, du Sénégal, de la Côte d'Ivoire et de la Guinée (Ganndal). Maintenant que notre catalogue jeunesse est important, nous participons au Salon de Montreuil. C'est le lieu de rendez-vous non seulement du public, mais de tous les professionnels. La plus belle récompense est d'avoir eu 2 ouvrages sélectionnés parmi les ouvrages en compétition au prix des White Ravens : Bibi n'aime pas le guérisseur de Muriel Diallo chez les classiques ivoiriens et Aimé Césaire : le poète prophète de Kidi Bebey chez Cauris-livres. Ils figurent parmi les 200 albums repérés dans la production mondiale et présentés au salon du livre de Francfort ». Kidi Bebey se réjouit que la littérature africaine soit représentée.

« C'est un véritable trésor comme le dirait Viviana Quinones¹, que cette diversité soit là, qu'avec ces stands africains, on arrive à s'ouvrir sur des univers qu'on ne connaît pas forcément, sur des personnages, des modes de pensée, des traditions et des cultures. Le livre de Jeunesse propose à la fois de la fiction et du documentaire. C'est très enrichissant pour tout le monde ». Journaliste et romancière, Kidi Bebey a écrit pour Cauris-livres (Mali) 2 albums dédiés à Aimé Césaire et à Myriam Makéba la chanteuse sud-africaine, sujets rarement traités pour les enfants.

Elle souhaite, dit-elle, « faire un pont entre l'Afrique et ses descendants américains ou antillais et le reste du monde ». Elle poursuit : « La production africaine se



1

Une jeune lectrice à Montreuil



2

Le stand d'Afrilivres avec Fidèle Diomandé (Ed. Valesse. Côte d'Ivoire)

professionnalise. Le public grandit et son intérêt aussi. Lire aide à se construire en tant qu'individu, ça ouvre des portes. Même une histoire qui n'apporte pas des informations, permet à l'enfant de se reconnaître, d'aller à la rencontre de ses propres sentiments. C'est tellement riche que personne ne peut dire comment un livre fait écho dans la tête d'un enfant, mais ce qu'on sait, c'est que beaucoup d'adultes ont en mémoire un livre ou des livres qui les ont touchés lorsqu'ils étaient enfants. Les livres leur ont apporté de quoi grandir ».

Nous avons terminé notre tour du salon avec Dramane Bouaré, directeur des Classiques ivoiriens et diffuseur. Il est membre d'Afrilivres et compte parmi ses auteurs Muriel Diallo qui a reçu le prix Saint Exupéry pour sa série « Bibi n'aime pas... ». Il est conscient comme ses collègues que les livres africains ne sont pas suffisamment diffusés sur le continent. Il rentre de Dakar où il participait à la rencontre des éditeurs et des libraires africains organisée par le BIEF (Bureau International de l'Édition française) en marge du sommet de la francophonie. Leur souci était de permettre aux livres africains de mieux être diffusés en Afrique et en Europe ; et il nous assure que ça avance.

Le jour où l'on verra les livres de Ruisseaux d'Afrique à Conakry et les romans de Ganndal ou de Valesse au Congo, la bataille du livre en Afrique aura bien avancé.

(Footnotes)

1 Viviana Quinones est spécialiste de la littérature africaine francophone au Centre national de la littérature pour la jeunesse de la Bibliothèque Nationale de France, responsable de la bibliographie sur la littérature africaine dans la revue en ligne Takam Tikou <http://takamtikou.bnf.fr>



3

Kidi Bebey en signature sur le stand de l'Oiseau Indigo. En 2013 avec les éditions Ganndal, elle est venue faire une formation des auteurs jeunesse en Guinée.

Brèves

Ebola : L'essai sur l'antiviral japonais démarre !

C'est ce mois de décembre que devrait débuter en Guinée «l'essai pour tester l'efficacité du médicament antiviral japonais faviripavir (Avigan) sur les malades d'Ebola». Les premiers résultats sont attendus vers la fin du premier trimestre 2015, a indiqué jeudi à l'AFP le Pr Jean-François Delfraissy. Cet essai vise initialement à tester l'efficacité du médicament produit par Toyama Chemical, filiale de Fujifilm Holdings, pour réduire la mortalité des personnes contaminées et limiter la quantité de virus dans leur corps. Les premières données de cet essai devraient être disponibles à partir de "la fin du premier trimestre 2015".



Et Baïdy devient Secrétaire exécutif de l'UFR!

L'Alliance des forces d'avenir de Guinée (AFAG) de Baïdy Aribot vient de fusionner avec l'UFR de Sidya Touré. Du coup, Baïdy Aribot est nommé Secrétaire exécutif avec pour attribution de coordonner les actions et activités de l'UFR. Un poste pas des moindres dont le secrétaire général de la Jeunesse, le député Saïkou Yaya Barry justifie l'octroi par le fait que le nouveau promu vient avec un background, pour avoir présidé aux destinées de l'AFAG. Il ajoute également que son homologue député a une population électorale, et que le parti a besoin de rajeunir ses instances.

Les détracteurs de l'enfant prodige de Kaloum soutiennent déjà que sa fusion avec l'UFR a été monnayée avec le poste qui lui est octroyé. Une idée que M. Saïkou Yaya Barry balaie du revers de la main en concluant que Baïdy Aribot, en créant son parti, a été objectif. "Il songeait à briguer la magistrature suprême du pays. Je ne vois donc pas en quoi, il peut renoncer à cela au profit d'un poste de secrétaire exécutif", conclut-il.

Pour Baïdy Aribot, cette fusion s'inscrit dans la volonté d'avoir des bases politiques solides. "On veut aller de l'avant pour construire de grands ensembles politiques", a-t-il indiqué mercredi 3 décembre, ajoutant que l'émiettement n'arrange pas les partis. "Il faut qu'on mette à l'évidence qu'aujourd'hui, ce sont les grands ensembles politiques qui peuvent conduire à l'alternance politique".

Mady Bangoura

Les magistrats menacent de suspendre leurs activités Vont-ils oser faire ça ce lundi ?

Depuis 6 mois, le gouvernement réchigne à donner un feu vert à l'application du **statut particulier des magistrats**. Mercredi, au cours de leur assemblée générale, les hommes en robe ont décidé de fermer portes et fenêtres des cours et tribunaux à partir de ce lundi 8 décembre. Vont-ils oser le faire? C'est que les observateurs attendent de voir cette semaine.

Rien n'est moins sûr. Les magistrats requérant l'application du **Statut particulier**, sont aujourd'hui forts du soutien de leur ministère de tutelle. Qui leur a exprimé toute sa **solidarité** dans leur **démarche plûtôt légitime**.

Selon le responsable de la Communication du ministère de la Justice, Garde des sceaux, le problème ne se trouve pas au niveau des décideurs politiques. **Me**

Ibrahima Béavogui estime que le blocage se situe au niveau des cadres de la Fonction publique et du ministère en charge du Budget qu'il accuse de bloquer la procédure.

Depuis juillet 2014, soit 6 mois, le gouvernement rechigne à donner un feu vert à l'application du Statut particulier des magistrats guinéens.

Au cours de leur assemblée générale de ce mercredi 3 décembre, les hommes en robe ont décidé de fermer



La salle d'audience de la Cour d'Appel de Conakry (archives).

portes et fenêtres des Cours et Tribunaux à partir de ce lundi 8 décembre. Et ce, tant que le document signé n'entre pas en vigueur.

Les Huissiers croisent le fer avec l'Etat

Au même moment, l'horizon se noircit entre Huissiers de justice et l'État. Depuis lundi 1^{er} décembre 2014, ces auxiliaires de justice ne servent plus les actes d'instance. Ils protestent **contre la non application des décisions de justice**. Par conséquent, ils envisagent de prendre d'autres décisions coercitives au cours d'une assemblée générale prévue pour bientôt afin d'exiger un certain nombre de réclamations.

Au mois de juillet passé, à l'issue d'un autre bras de fer, un **protocole d'accord** avait pourtant été signé entre les huissiers de justice et le gouvernorat de Conakry sur l'exécution des décisions de justice dans la capitale.

De manière solennelle, le gouverneur **Soriba Sorel Camara** avait appelé les élus locaux et les services de sécurité à prêter main forte aux huissiers, chaque fois que cela s'avère nécessaire dans l'exécution des décisions de justice. Ce qui tarde toujours à se concrétiser dans la pratique. Se sentent-ils floués, roulés dans la farine? Tout laisse à le croire. Face donc à cette situation, les huissiers semblent ne plus être disposés à lâcher prise. Ils ont décidé de ne plus servir les actes d'instance jusqu'à la reprise effective de l'exécution régulière des décisions de justice tant à Conakry que dans les provinces.

« Si les décisions de justice ne peuvent pas être exécutées, mieux vaut ne pas les rendre », martèlent-ils dans un courrier adressé au ministre de la Justice, **Me Cheick Sako**. Dans ce document, ils mentionnent que l'exécution des décisions de justice n'est plus régulière depuis plus d'une année en Guinée.

« Aujourd'hui, tous les services de parquets, police et gendarmerie refusent mordicus d'assister les huissiers de justice dans l'exécution des décisions de justice au motif qu'ils auraient reçu des instructions des hautes autorités du pays », dénoncent les huissiers. Sur ce ton, la semaine débute rude. Les deux camps des robins mettent la pression, mais aux dernières nouvelles, le gouvernement semble bien disposé à baisser la garde.

Mady Bangoura

Corruption en 2014 La Guinée 35e sur 47 pays africains

Déclaration du 3 décembre 2014 de l'Association Guinéenne pour la Transparence (AGT), contact national de Transparency International en Guinée à propos du classement de la Guinée dans l'Indice de Perception de la Corruption (IPC) 2014.

Ce 03 décembre 2014, Transparency International a publié son Indice annuel de Perception de la Corruption (IPC 2014), indicateur de la perception qu'ont les milieux d'affaires et les experts nationaux du niveau de corruption dans le secteur public de différents pays du monde.

Avec une note de 25/100 (0 = très corrompu et 100 = très intègre), la Guinée occupe le rang de 145/174 (29ème) dans le monde, de 35/47 (12ème) en Afrique et le 2/16 en Afrique de l'ouest. En 2013, elle était 150/175 (25ème) dans le monde, 37/48 (11ème) en Afrique.

Combatant pour que la Guinée soit un pays de tolérance zéro contre la corruption attractif, sécurisant pour les investisseurs et dont les biens sont gérés au profit de tous les citoyens dans un cadre de bonne gouvernance participative, l'AGT :

- Demande au Président de la République de faire respecter l'article 36 de la Constitution sur la déclaration des biens et de prendre les mesures urgentes pour la mise en place de la Cour des Comptes;
- Encourage le Président de la République à renforcer la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption par la création d'un département ministériel dédié à cet effet et chargé de mettre fin à la multiplicité et/ou

dualité des organes de lutte contre la corruption en clarifiant leurs domaines de compétence respectifs ;

- Demande au Président de la République de faire l'état d'avancement des audits publiés, de réaliser l'audit de la gestion gouvernementale de 2010 à maintenant et d'établir la responsabilité et la redevabilité de ceux qui ont signé des conventions minières défavorables aux intérêts de la Guinée;

- Invite l'Assemblée Nationale à inscrire, parmi ses priorités, l'élaboration et l'adoption de la Loi Organique sur la Cour Constitutionnelle prévoyant les sanctions à l'encontre de ceux qui violent l'article 36 de la Constitution ;

- Demande au gouvernement et à l'assemblée nationale la présentation et l'adoption d'une loi anti - corruption ;

- Invite le gouvernement à l'élaboration et à l'adoption des textes d'application du code des marchés publics ;

- Appelle toutes les composantes de la société civile à se mobiliser pour accroître le contrôle citoyen sur les actes de ceux qui nous gouvernent.

Combattons la corruption car, ne rien faire, c'est laisser faire

Pour l'AGT, le Président Mamadou Taran Diallo

Ebola en centre-ville de Conakry L'époux, sa femme et sa mère décèdent

Depuis qu'un agent de santé, sa femme et sa mère qui s'occupaient de lui, sont morts d'Ebola après avoir fui Témintaye pour une localité de l'intérieur du pays, les habitants de ce quartier de Conakry ont souscrit volontiers aux services des équipes anti-Ebola.

Un agent de santé contracte Ebola dans une famille à Témintaye, un des quartiers du centre ville de Kaloum à Conakry. Dès l'apparition des premiers signes de la maladie, il demande son transfèrement au centre de traitement d'Ebola au CHU de Donka, géré par Médecins sans frontières. Les membres de sa famille s'y opposent sous prétexte qu'il ne s'agit point d'un cas d'Ebola.

La famille le transporte à l'intérieur du pays où il décède. Son épouse et sa mère qui s'occupaient de lui, meurent elles aussi les jours qui ont suivi. Dans la matinée de ce mercredi 3 décembre, le Premier ministre **Saïd Fofana** rend visite à la famille éplorée. A cette heure-là, le quartier Témintaye grouille de monde. Il présente

ses condoléances et en profite pour sensibiliser le voisinage qui accepte finalement d'être suivi par les médecins.

Depuis le passage du Premier ministre, chaque matin une équipe médicale passe à Témintaye pour une séance de prise de température de 95 personnes identifiées dans la zone.

Leçon: la psychose fait que les hôpitaux sont perçus à tort comme des mouroirs. C'est pourquoi la lutte contre la propagation du virus Ebola reste confrontée à une réticence fulgurante de certains citoyens qui refusent que leurs malades soient transportés, par les équipes spécialisées, dans les différents centres de traitement d'Ebola.

Abdoul Malick Diallo

Pour avoir été près de 10 ans chez Total Guinée Les chauffeurs réclament l'embauche !

Le torchon brûle entre un groupe des travailleurs et la direction générale de la société Total Guinée. Ils réclament leur embauche.



Les trois chauffeurs ont été recrutés à la suite d'« un concours de recrutement sur la conduite défensive ».

Depuis 2005, trois chauffeurs travaillent sans aucun contrat d'embauche, même s'ils déclarent avoir été recrutés à la suite d'« un concours de recrutement sur la conduite défensive ».

« Nous sommes arrivés ici comme chauffeurs suite à un concours de recrutement. Depuis 2005, nous ne sommes pas embauchés par la direction de Total Guinée », explique notre source requérant l'anonymat.

Malgré tout, renchérit-elle, « Total dit que nous les chauffeurs, on ne doit pas être embauchés. On s'est battu, mais on n'a pas pu emmener la direction à nous embaucher ». Joint au téléphone par notre rédaction, le responsable des ressources humaines de Total, M. Sangaré déclare sans faire de commentaire que « les chauffeurs ne doivent pas être embauchés, parce qu'ils ne sont pas des employés de Total ».

Aussi incroyable que cela puisse paraître, le directeur général Alex André, arrivé à la tête de Total Guinée en septembre 2014, n'est pas de cet avis. Il soutient mordicus que « tous les travailleurs (de Total Guinée) sont embauchés ».

« Nous voulons être embauchés par Total après avoir fait près de 10 ans de travail », exhorte notre source. Selon elle, les conditions de travail de ces trois chauffeurs chargés de conduire le directeur général et le personnel de la direction de la société Total Guinée restent précaires.

En 2011, un problème similaire avait été porté devant l'Inspection générale du travail. A l'époque, le directeur général Philippe Chevin avait pris l'engagement d'embaucher tous les travailleurs y compris les chauffeurs.

Abdou Malick Diallo

Dans la presse



Le Ministre Oyé Guilavogui chassé à Kindia

Le Ministre d'Etat des télécommunications en séjour dans la préfecture de Kindia, a été chassé ce matin (vendredi 5 décembre 2014) par des citoyens de la localité de Friguigbé. Selon notre correspondant basé dans la région, il conduisait une mission de sensibilisation des populations aux mesures d'hygiène contre Ebola.

<http://afriquezoom.info>

Ebola: la Belgique approuve l'envoi d'un laboratoire mobile en Guinée

Le conseil des ministres a approuvé vendredi le déploiement d'un laboratoire mobile en Guinée pour lutter contre la propagation du virus Ebola. Le gouvernement a reçu de la France les assurances qu'il attendait pour assurer la sécurité de l'équipe belge. Dans le cadre du dispositif d'aide d'urgence B-Fast, un laboratoire B-Life mis au point par la Défense, l'Université catholique de Louvain et l'Agence spatiale européenne sera déployé pendant six mois. Cette infrastructure, dotée de capacités de communication, permettra d'analyser des échantillons sanguins au plus près de la zone touchée par l'épidémie.

"Jusqu'à présent, les test sanguins sont envoyés dans la capitale pour être analysés et quand les résultats reviennent, les gens ne sont plus là", a souligné le ministre de la Coopération, Alexander De Croo.

La Belgique organisera le financement pendant une durée limitée. Elle cherchera des partenaires pour assurer le financement jusqu'au terme de l'opération, a indiqué le ministre des Affaires étrangères, Didier Reynders. Pendant deux mois au maximum, la Belgique pourvoira à l'occupation du personnel de cette équipe qui comptera quatre collaborateurs pour le laboratoire et quatre membres de B-Fast, trois étant issus de la Défense et un de la protection civile.

Rtbf

La Banque mondiale prédit en Guinée et Sierra Leone... Une récession économique !

La Banque mondiale prédit une récession en Guinée et Sierra Leone, deux pays déjà gangrenés par la pauvreté et victimes du virus Ebola. Ils étaient promis à une solide croissance économique. Mais la Sierra Leone et la Guinée vont plonger en récession en 2015 à cause de l'épidémie d'Ebola, a indiqué mardi dernier la Banque mondiale.

Principale victime économique, la Sierra Leone devrait voir son produit intérieur brut se replier de 2,0% tandis que la contraction devrait être moindre en Guinée (-0,2%), affirme l'institution, la première à prédire une récession dans ces deux pays déjà gangrenés par la pauvreté.

En octobre, la Banque mondiale prévoyait encore pour 2015 une croissance robuste en Guinée (+2,0%) et surtout en Sierra Leone (+7,7%), qui émerge tout juste de plusieurs années de guerre civile.

Mais l'épidémie d'Ebola qui s'est propagée en Afrique de l'Ouest depuis août, faisant près de 6000 morts, a plombé l'activité, freiné les investissements et assombri les perspectives de croissance. "Ce rapport souligne pourquoi il faut arriver à l'objectif de zéro cas d'Ebola", a noté le président la Banque mondiale, Jim Yong Kim, évoquant dans un communiqué un impact économique et humain "dévastateur".

Le Liberia s'en sort mieux

Le Liberia, qui déplore le plus grand nombre de morts (plus de 3100), s'en sort légèrement mieux que ses voisins au niveau économique et bénéficie d'une "forme de regain d'activité", selon la Banque. Aidé par des "progrès" dans la lutte contre l'épidémie, le pays voit ainsi ses prévisions de croissance revues

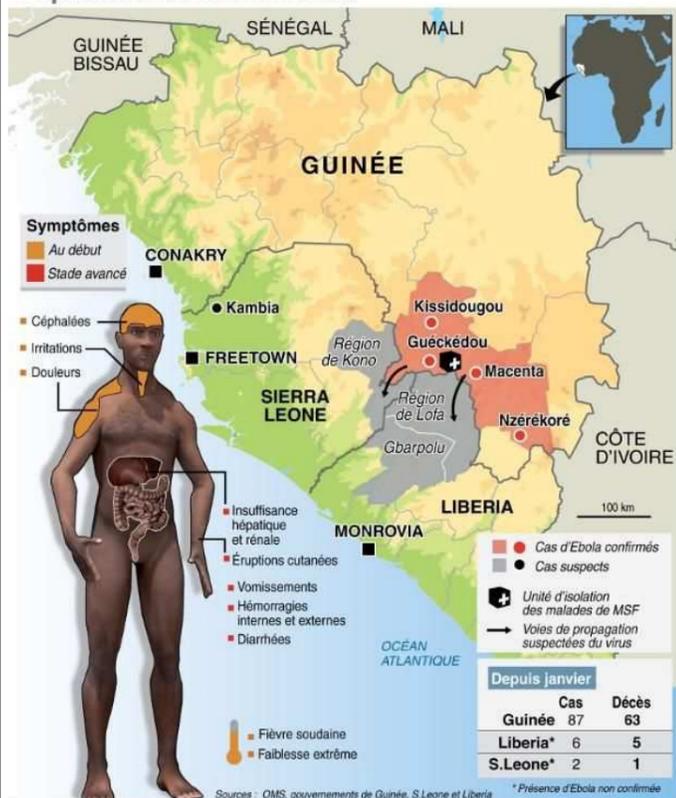
à la hausse depuis octobre, de 1,0% à 3,0%, même si ces projections restent nettement inférieures à celles ayant cours avant le début de l'épidémie (6,8%), selon le rapport.

Au total, d'après la Banque, le coût de l'épidémie pour les finances publiques des trois pays touchés s'élève déjà à près d'un demi-milliard de dollars et creuse d'importants "trous" dans leur budget. Pour faire face à l'épidémie, ces pays ont par ailleurs dû réduire leurs investissements publics à hauteur de 160 millions de dollars, "sapant les perspectives de croissance futures", assure la Banque mondiale.

"A mesure que nous accélérons notre réponse sanitaire, la communauté internationale doit faire tout ce qu'elle peut pour aider les pays touchés à reprendre la route de la reprise et du développement économiques", a ajouté Jim Yong Kim, dont l'institution a promis un milliard de dollars pour enrayer Ebola. Dans son rapport, la Banque estime que sa précédente estimation d'un coût total de l'épidémie en cas de propagation dans la région de 32 milliards de dollars reste "d'actualité". "L'épidémie n'est toujours pas sous contrôle", insiste la BM.

Source: Lexpress.fr

L'épidémie de fièvre Ebola



En octobre, la Banque mondiale prévoyait encore pour 2015 une croissance robuste en Guinée (+2,0%) et surtout en Sierra Leone (+7,7%), qui émerge tout juste de plusieurs années de guerre civile.

Sagesses

La vie elle-même est essentiellement appropriation, agression, assujettissement de ce qui est étranger et plus faible, oppression, dureté, imposition de ses propres forces, incorporation, et, tout au moins, exploitation.

Friedrich Nietzsche (Par-delà le bien et le mal)

Soit réservé sans ostentation pour éviter de t'attirer l'incompréhension haineuse des ignorants.

Pythagore (Vers dorés)

Guinée Games
Million wan waran

Tico Tac 9H00

Terre à Terre 11H30

5/90 Welli Welli
Tous les jours à 12 h 00 12H00

BANNA BELE BELE 13H30

WASSA WASSA 15H00

BINGO- NAFA-DIAMANT-WINI-
HERI-NATIONAL-JACKPOT
18H00

6 Tirages par jour

42 Tirages par semaine

168 Tirages par mois

2190 occasions par an de devenir **MILLIONNAIRES !**



LOTO 5/90



Université Nongo Conakry



Une distinction au plan mondial

Classée à deux reprises première université de Conakry, l'UNC s'est résolue à conquérir ses lettres de noblesse à l'échelle internationale. Ce qui n'a pas tardé, car elle vient de s'illustrer remarquablement à travers le concours organisé par ACE au compte de BNP Paribas. Première en Guinée, l'équipe de lauréats de l'UNC a pris la sixième place dans la sous-région et s'est classée 834ème au rang mondial. C'est la preuve éloquent que notre pays est en marche pour le rendez-vous de la mondialisation et de la globalisation.

Et dans cette dynamique, au cours de l'année académique 2014-2015, l'UNC innove encore par la mise à disposition de laboratoires de dernière génération en génie info et en télécommunication, ainsi qu'une bibliothèque numérique.

Avec le système LMD, de solides partenaires comme l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Park University de Kansas des USA entre autres, l'UNC repose sur une bonne réputation au-delà de nos frontières.

Composé de professeurs agrégés du CAMES, l'encadrement pédagogique de l'UNC défie toute concurrence et fait sienne cette maxime de Pierre Meirieu : « Pour que le savoir vive en celui qui l'apprend, il faut qu'il vive en celui qui le transmet ».

Etudiants, étudiantes, plus besoin d'aller voir ailleurs !
Parents d'élèves, choisir l'UNC, c'est le meilleur gage d'assurance pour leur réussite.

A l'UNC, nous offrons la science, façonnons les consciences et en prime, nous délivrons les clés du marché de l'emploi.

www.uncgn.com
Quartier Nongo- Conteyah,
Commune de Ratoma, Conakry
Tél: 669 03-70-13
664 84-39-13
622 27-53-64

Sportivement

CAN 2015: Résultat du tirage au sort

Groupe A : Guinée équatoriale, Burkina Faso, Gabon, Congo

Groupe B : Zambie, Tunisie, Cap Vert, RD Congo

Groupe C : Ghana, Algérie, Afrique du Sud, Sénégal

Groupe D : Côte d'Ivoire, Mali, Cameroun, Guinée



Et maintenant?

La Confédération africaine de football (CAF) a procédé au tirage au sort de la CAN 2015, ce 3 décembre 2014 à Sipopo. Les 16 équipes qualifiées pour la CAN 2015 sont désormais fixées sur leur sort. Le tirage au sort de la compétition a été effectué ce mercredi à Malabo en Guinée équatoriale. Pour ouvrir le bal le 17 février 2015, à Bata, le pays hôte sera face au Congo. C'est Teodoro Obiang, président du pays qui a procédé à ce tirage. Le Burkina Faso et le Gabon complètent donc ce groupe A.

Dans le groupe B, la Zambie, championne d'Afrique en 2012 sera face à la Tunisie, au Cap Vert (révélation de la dernière édition avec une place de quarts de finaliste) et la RD Congo, meilleur troisième à l'issue des éliminatoires.

Comme à chaque compétition, le groupe C se révèle celui de la mort de la CAN 2015. Le Ghana sera face à l'équipe du moment sur le continent l'Algérie. L'Afrique du Sud qui a entamé sa mue depuis l'intronisation de Shakes Mashaba et le Sénégal d'Alain Giresse figurent également dans ce groupe.

Le groupe D est celui de la Côte d'Ivoire, le Cameroun, le Mali et notre pays, la Guinée. Le groupe A sera basé dans la ville de Bata, le groupe B à Mongomo, le groupe C à Ebebiyin et le groupe D à Malabo. Une aubaine pour la communauté guinéenne vivant dans ce pays à venir supporter notre Onze national.

Boubacar Condé

Le populaire

Siège: Immeuble Baldé Zaïre, Manquepas, Kaloum, Conakry
Récépissé N°797/PR/TPI/C

Modifié par le N°65/PR/TPI/C du 18 /01/02

EDITEUR & DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Diallo Alpha Abdoulaye

Tél.: (+224) 655 404 294 / 622 971 896

Courriel: lepopulaireconakry@gmail.com

REDACTEUR EN CHEF

Mady Bangoura

Tél.: (+224) 664 294 851 Courriel: bangouramady@gmail.com

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Abdoul Malick Diallo Tél.: (+224) 666 195 620

Courriel: secretariat.lepopulaireconakry@gmail.com

SECRÉTAIRE GÉNÉRALE ADJOINTE

Aissatou Diallo Tél.: (+224) 664 888 237

Courriel: secretariat.lepopulaireconakry@gmail.com

SERVICE SPORTS & CULTURE

Boubacar Condé - Alhassane Barry

SERVICE ENQUÊTE & GRANDS REPORTAGES

Tibou Diaby & Serge Lamah (Politique & Société)

Alpha Ousmane Diallo, Thierno Oumar Bah (Economie & Culture)

Courriel: enquete.lepopulaireconakry@gmail.com

SERVICE PHOTO-REPORTAGE

Mamadou Saliou Barry Tél.: 00224 664 291 243

CHARGÉE DU DÉVELOPPEMENT

Sandrine Bah Courriel: sandrine.lepopulaireconakry@gmail.com

E-MARKETING

Ahmed Tidiane Diallo Courriel: tidiani83@gmail.com

CONSEILLER

Alain Rivière - Marc Sarah

EDITORIALISTE

Lamarana Diallo Courriel: lmrddiallofb2001@yahoo.fr

IMPRESSION

Imprimerie du Centre Tél.: 00224 664 290 063

CAN 2015

Calendrier de la Coupe d'Afrique

La 30e Coupe d'Afrique des nations de football se déroule du 17 janvier au 8 février 2015 en Guinée équatoriale. Voici le calendrier de la phase finale de la CAN 2015 publié grâce à RFI.

PHASE DE GROUPES

N°	Match	Groupe	Date	Heure*	Ville
1	Guinée équatoriale - Congo	A	17/01	16h	Bata
2	Burkina Faso - Gabon	A	17/01	19h	Bata
3	Zambie - RD Congo	B	18/01	16h	Ebebiyin
4	Tunisie - Cap-Vert	B	18/01	19h	Ebebiyin
5	Ghana - Sénégal	C	19/01	16h	Mongomo
6	Algérie - Afrique du Sud	C	19/01	19h	Mongomo
7	Côte d'Ivoire - Guinée	D	20/01	16h	Malabo
8	Mali - Cameroun	D	20/01	19h	Malabo
9	Guinée équatoriale - Burkina Faso	A	21/01	16h	Bata
10	Gabon - Congo	A	21/01	19h	Bata
11	Zambie - Tunisie	B	22/01	16h	Ebebiyin
12	Cap-Vert - RD Congo	B	22/01	19h	Ebebiyin
13	Ghana - Algérie	C	23/01	16h	Mongomo
14	Afrique du Sud - Sénégal	C	23/01	19h	Mongomo
15	Côte d'Ivoire - Mali	D	24/01	16h	Malabo
16	Cameroun - Guinée	D	24/01	19h	Malabo
17	Gabon - Guinée équatoriale	A	25/01	18h	Bata
18	Congo - Burkina Faso	A	25/01	18h	Ebebiyin
19	Cap-Vert - Zambie	B	26/01	18h	Ebebiyin
20	RD Congo - Tunisie	B	26/01	18h	Bata
21	Afrique du Sud - Ghana	C	27/01	18h	Mongomo
22	Sénégal - Algérie	C	27/01	18h	Malabo
23	Cameroun - Côte d'Ivoire	D	28/01	18h	Malabo
24	Guinée - Mali	D	28/01	18h	Mongomo

QUARTS DE FINALE

25	1er du groupe A - 2e du groupe B	31/01	16h	Bata
26	1er du groupe B - 2e du groupe A	31/01	19h	Ebebiyin
27	1er du groupe C - 2e du groupe D	01/02	16h	Mongomo
28	1er du groupe D - 2e du groupe C	01/02	19h	Malabo

DEMI-FINALES

29	vainqueurs matches 25 et 28	04/02	19h	Bata
30	vainqueurs matches 27 et 26	05/02	19h	Malabo

MATCH POUR LA 3e PLACE

31	Perdants matches 29 et 30	07/02	16h	Malabo
----	---------------------------	-------	-----	--------

FINALE

32	Vainqueurs matches 29 et 30	08/02	19h	Bata
----	-----------------------------	-------	-----	------

*Les horaires sont en temps universel.



CONAKRY LIVE

www.conakrylive.info

Un pays, une image, un espoir

Site d'informations, d'investigations et de promotion de la Guinée

Elu président de l'UMP Les cinq chantiers de Sarkozy

Après son élection à la présidence de l'UMP, le plus dur reste à faire pour Nicolas Sarkozy. Les chantiers ne manquent pas: rassembler, remettre à flot financièrement ou encore préparer la primaire pour 2017.

Comment transformer l'UMP, endettée et à l'image froissée par la guerre Fillon-Copé de 2012? C'est à cette tâche que va désormais s'atteler l'ancien chef de l'Etat, face aux socialistes en difficulté mais en place au moins jusqu'à 2017, un centre pour une part rétif à sa personnalité, et surtout un Front national en pleine expansion, qui vient de réélire sa présidente Marine Le Pen. Après sa victoire, avec près des deux tiers des voix (64,5%), un score moins élevé qu'espéré, Nicolas Sarkozy s'exprimera dimanche soir au JT de TF1. Puis dès lundi, il rencontrera les principaux dirigeants du parti avec comme objectif affiché de réunir les « conditions du rassemblement le plus large ».

RASSEMBLER

Première mission pour M. Sarkozy: « montrer les signes de rassemblement (...) L'UMP a un chef, il est incontestable, et en même temps, il y a



Les sympathisants de droite pensent que Sarkozy est mieux à même de gagner en 2017.

beaucoup de voix à l'UMP qui doivent absolument s'exprimer », a résumé dimanche Eric Woerth sur iTélé. Grâce à ses 30% lors de l'élection à la présidence de l'UMP, Bruno Le Maire, devenu incontournable, est la première de ces voix. Nicolas Sarkozy l'a compris, il le rencontrera dès lundi à 9h.

La guerre Coppé-Fillon a laissé des traces profondes à l'UMP. Nicolas Sarkozy va devoir se positionner en rassembleur, en homme de consensus et non de clivage; un vrai challenge pour lui et son tempérament. Il devra aussi faire le tri parmi ses amis ou anciens amis, comme

Henti Guaino qui n'aime rien tant que mettre de l'huile sur le feu. Comme en témoigne sa dernière saillie sur Bruno Le Maire qui selon lui ne mérite pas de place privilégiée à l'UMP, puisqu'il a perdu.

REDÉFINIR L'IDÉOLOGIE DU PARTI

Nicolas Sarkozy, qui n'a pas proposé d'idées nouvelles depuis son come-back en septembre, va devoir redéfinir l'idéologie du parti, entre ses ailes libérale et conservatrice d'une part, gaulliste d'autre part. Mais où placer le curseur? S'il se déplace trop vers le centre, quid de la frange la plus droitiste des militants, radicalisés depuis 2012?

« J'ai le sentiment que la droite va prendre un nouveau visage qui va le rapprocher de l'extrême droite », a asséné le secrétaire d'Etat PS, Thierry Mandon, dimanche sur Radio J.

Quid aussi de la très symbolique loi Taubira. Personnellement, l'ancien chef de l'Etat n'est pas contre, mais pour satisfaire la branche traditionaliste de la droite, il n'a pas hésité durant la campagne à affirmer qu'il l'abrogerait.

RÉTABLIR LES FINANCES EXSANGUES

Sarkozy va également devoir s'atteler à rétablir les finances du parti, qui accuse un déficit de plus de 74 millions d'euros (dont 43 toutefois correspondent à l'achat du siège), après l'affaire Bygmalion et le système supposé de fausses factures au détriment de l'UMP pour financer sa propre campagne présidentielle.

Bygmalion est l'une des affaires dans lesquelles le nom de Nicolas Sarkozy est cité. Mis en examen pour corruption, ces affaires, si elles n'ont pas empêché son retour en politique, pourraient contrarier ses ambitions.

CHANGER DE NOM

En septembre dernier, alors qu'il faisait son retour sur le devant de la scène politique, Nicolas Sarkozy avait annoncé qu'il souhaitait changer le nom

de l'UMP. Une façon de tourner la page.

ORGANISER LA PRIMAIRE

Enfin, et ce n'est pas le plus simple, Nicolas Sarkozy devra organiser la « primaire ouverte » de 2016 qu'il a promise à ses futurs concurrents, Alain Juppé en tête. Il aurait souhaiter s'en passer mais son score de samedi, l'oblige à s'y soustraire. S'il est lui-même candidat à cette primaire, il devra abandonner la présidence de l'UMP « au plus tard quinze jours avant la date fixée pour le dépôt des déclarations de candidature », stipule l'article 35 des statuts du parti.

Encore faudra-t-il que lui et les autres (outre Juppé, François Fillon, Xavier Bertrand, peut être Bruno Le Maire), s'entendent sur la définition du « centre », invité ou non à y prendre part. Nicolas Sarkozy a déjà donné sa réponse: « un centre qui serait avec nous matin, midi et soir ». « C'est un peu facile de se faire élire maire de sa ville en rassemblant sur son nom une partie de l'électorat de droite exaspéré et le soir de faire élire François Hollande. Voilà une alliance dont nous ne voulons pas! », a-t-il martelé pendant ses meetings. Exit donc François Bayrou, le président du MoDem, qui avait choisi de donner sa voix à François Hollande en 2012. L'UDI, autre parti centriste, dira en 2016, si elle participe à la primaire UMP, selon son président, Jean-Christophe Lagarde. Mais Juppé, seul ténor de l'UMP à avoir soutenu le maire de Pau lors des municipales au printemps dernier, et que Sarkozy a laissé se faire siffler parce qu'il avait appelé à une alliance avec le centre, n'a pas l'intention de lâcher prise. Plus la primaire sera ouverte, meilleur ce sera pour le maire de Bordeaux, qui ne cesse de grimper dans les sondages auprès des Français.

Toutefois, les sympathisants de droite continuent de penser que l'ex-chef de l'Etat est mieux à même de gagner en 2017 que lui, selon un sondage Ifop.

Ouest-france.fr

Brèves

Ebola : le président de la Gambie Yahya Jammeh justifie « l'ingratitude » d'Alpha Condé

(Intellivoire.net) - Le président Yahya Jammeh de la Gambie a accusé le gouvernement guinéen d'être ingrat, et d'agir d'une manière étrange pour le manque de remerciement à l'égard de la Gambie qui aurait fait un don de 500 000 dollars (environ 250 millions de FCFA) pour appuyer la bataille contre l'épidémie Ebola. Dans un communiqué lu à la télévision d'Etat, M. Jammeh a déclaré que le don, qui a été fait en Septembre de cette année, a été fait dans l'esprit de solidarité africaine et le manque de remerciement des autorités guinéennes est bizarre, regrettable et malheureux.

« Les fonds ont été transférés sur un compte prévu par la Banque centrale de Guinée, qui a depuis accusé de réception de l'argent avec gratitude, mais le gouvernement guinéen n'a pas encore envoyé par voies diplomatiques régulières un accusé de réception de la somme » a déclaré le président Gambien « Cette attitude bizarre du gouvernement guinéen est malheureux et regrettable. » Il a rappelé que les Gambiens ont fait un don similaire au Gouvernement de la Sierra Leone qui a depuis accusé réception de la somme avec gratitude.



Ebola: Abdou Dieng nouveau Monsieur Ebola de Guinée

Le Sénégalais Abdou Dieng a été nommé responsable de la gestion de la crise d'Ebola en Guinée. Il remplace à ce poste le Rwandais Rudasingwa Marcel, décédé récemment à Conakry.



Avec la Guinée-Bissau, les frontières s'ouvrent ce 9 décembre 2014

La Guinée-Bissau a annoncé qu'elle va rouvrir le 9 décembre ses frontières avec la Guinée, fermées depuis le 12 août en raison de l'épidémie d'Ebola, a annoncé le gouvernement jeudi passé à Bissau.

Remerciements

Lt Colonel Himy Camara n'est plus !

Les Familles Camara, Touré, Sylla, Kéita, Bangoura, Diallo, Sall parents, amis et alliés remercient tous ceux qui de près ou de loin ont partagé leur douleur lors du décès de leur regretté époux, frère, neveu, cousin, grand-père et ami,



Lt Colonel Himy Camara

Gendarme à la retraite, ex consul, Attaché Militaire à Lagos (Nigéria). Décès survenu le 21 octobre 2014 à Kindia des suites de maladie.

Elles leur informent par ailleurs que les cérémonies du sacrifice du 40^{ème} jour aura lieu le 7 décembre 2014 à Foulayah (Kindia). Qu'en soient informés, son Excellence, Monsieur Louceny Fall, Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Etrangères et des Guinéens de l'extérieur, Colonel Dourah Mamby Koita, Attaché Diplomatique, officier de liaison Afrique de la promotion 1965 de la Gendarmerie Nationale, Les Amazones de Guinée, ses enfants, sa femme au Canada et aux Etats-Unis.

Pour tout renseignement, appeler aux numéros suivants : 631 21 21 59 / 656 84 43 22/ 628 54 94 34



communiqué de presse

Les PME internationales ne reconnaissent pas le potentiel de croissance de l'Afrique

- Les PME préfèrent les échanges commerciaux avec d'autres économies émergentes
- Les PME devraient générer jusqu'à 50 % de leur chiffre d'affaires à l'international d'ici 2019

Le 26 novembre 2014 : D'après une étude approfondie réalisée par l'Economist Intelligence Unit (EIU) pour le compte de DHL Express, près de 40 % des petites et moyennes entreprises (PME) mondiales ne voient pas l'Afrique comme une opportunité de croissance, malgré les nombreux exemples de croissance économique positive et le développement de la classe moyenne dans cette région.

Ce rapport révèle que, tandis que de nombreuses multinationales et entreprises publiques profitent activement des opportunités qu'offre l'Afrique, les PME continuent d'avoir une certaine appréhension vis-à-vis du continent et préfèrent se tourner vers d'autres marchés émergents.

Charles Brewer, directeur général de DHL Express Afrique subsaharienne, explique que malgré les difficultés actuelles pour attirer les PME mondiales, les conclusions de l'étude mettent en avant le potentiel inexploité de ce continent.

« Le fait que les PME prévoient de générer jusqu'à 50 % de leur chiffre d'affaires à l'international d'ici 2019 est un point extrêmement positif qui souligne les nombreuses opportunités pour l'Afrique en termes d'investissement et de création d'emplois. »

D'après Brewer, il ressort de cette étude, menée auprès de 480 chefs de PME et experts appartenant à des groupes de pression du monde des affaires, que les PME sont découragées par la faiblesse de la consommation moyenne des ménages africains, les défis culturels et le manque d'infrastructure ainsi que par la corruption et l'instabilité politique de la région.

Il explique que le plus grand défi consiste à surmonter des environnements de marché différents. La mauvaise qualité de l'infrastructure du marché cible, l'instabilité politique, les dépenses administratives nécessaires pour établir une présence locale et les différences culturelles dans la manière de faire des affaires ont toutes été citées par les chefs d'entreprise interrogés comme étant des facteurs qui les ont dissuadés d'entrer sur de nouveaux marchés.

« La méconnaissance des marchés étrangers a reçu une attention particulière. En effet, 84 % des personnes interrogées ont décrit la compréhension de la culture ou de la langue d'un marché cible comme importante ou très importante pour déterminer son attractivité. Cela explique également pourquoi la plupart des PME se développent souvent dans des marchés qui ressemblent au leur.

« Ce phénomène est manifeste en Afrique où les entreprises qui souhaitent se développer sur le continent utilisent souvent une approche uniforme. En raison des différentes cultures, langues et traditions qui cohabitent sur le continent, il est essentiel de faire des recherches poussées dans chaque région. De plus, les services et produits doivent être adaptés à chaque pays. L'Afrique n'est pas un seul pays », souligne Brewer.

En termes de stratégie de croissance, l'enquête montre que les partenariats jouent un rôle important pour les PME. Elle a identifié plusieurs approches innovantes dans ce domaine, comme le fait de profiter du réseau de distribution existant d'une autre entreprise pour entrer sur le marché de l'Afrique subsaharienne.

« Plusieurs multinationales et entreprises ont eu beaucoup de succès en Afrique, à l'image de DHL. La bonne nouvelle pour les PME, c'est qu'elles ont l'avantage d'être plus souples et de pouvoir s'adapter et exploiter rapidement les opportunités qui se présentent à elles. L'esprit d'entreprise est la clé du succès d'une petite entreprise. DHL a débuté comme une PME en 1969. Nous connaissons la suite... Nous nous sommes concentrés sur les partenariats en Afrique et aujourd'hui nous disposons de plus de 3 500 points de vente à travers le continent.

« Nous travaillons avec plusieurs milliers de PME dans toute l'Afrique et nous avons vu comment ces entreprises ont réussi à installer leur présence dans la région. Grâce au soutien des bons partenaires, une chaîne d'approvisionnement bien conçue, une bonne compréhension de leurs atouts concurrentiels et un bon état d'esprit, les PME peuvent franchir n'importe quelle frontière et faire du monde leur marché », conclut Brewer.

Le rapport d'EIU et DHL Express, *Breaking borders: From Canada to China, barriers overshadow growth for expanding SMEs* (« Franchir les frontières : Du Canada à la Chine, des barrières freinent la croissance des PME en plein essor »), est disponible dans son intégralité sur <http://www.economistinsights.com/countries-trade-investment/analysis/breaking-borders>.

Note à la rédaction :

L'indice GCI compile 140 profils de pays et des cartes spécifiques représentant les flux commerciaux par pays. Il comprend également des visualisations interactives des flux mondiaux, élaborées avec des experts du *Georgia Institute of Technology*.

Le rapport et des informations générales complémentaires peuvent être téléchargés à l'adresse suivante : www.dhl.com/GCI.

Co-tact médias :

Mégacollicos. Responsable : Publicité et relations publiques, Afrique subsaharienne
DHL Express
Tél. : +27 21 409 3613 ; tél. portable : +27 76 411 8570
megacollicos@dhl.com

DHL - Le Groupe de Transport et Logistique Mondial

Leader mondial du secteur de la logistique et des transports, DHL est « Le Groupe de Transport et Logistique Mondial ». Le groupe DHL met au service de ses clients ses compétences dans le domaine du courrier international, de la livraison de paquets internationaux et intercontinentaux, du fret aérien et maritime ainsi que du transport routier et ferroviaire. Il leur propose également des solutions contractuelles et de commerce électronique d'bout à bout à l'autre de la chaîne d'approvisionnement. DHL bénéficie d'un réseau mondial couvrant plus de 220 pays et territoires et emploie près de 315 000 personnes à travers le monde, ce qui lui permet de proposer à ses clients une qualité de service supérieure et une connaissance du marché local, afin de satisfaire leurs exigences en matière d'expédition et de chaîne d'approvisionnement. DHL accepte sa responsabilité sociale en soutenant la protection de l'environnement, la gestion des catastrophes et l'éducation.

Deutsche Post DHL Le groupe postal et logistique	DHL Express	ENS House 2 Lower Loop Street Le Cap, Afrique du Sud	Téléphone +00 27 21 409 3600	www.dhl.com
--	----------------	--	------------------------------	--